

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 00171

Numéro SIREN : 315 549 352

Nom ou dénomination : ADREXO

Ce dépôt a été enregistré le 24/11/2020 sous le numéro de dépôt 10907

ADREXO

1330 Avenue Guilibert de la Lauzière

13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Comptes Certifiés Conformes
par le Président



Comptes au 31/12/2019



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Faits significatifs, règles et méthodes comptables

Faits significatifs	8
Règles et méthodes comptables	9

Notes relatives au bilan

Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions et dépréciations	16
Créances et dettes	17
Produits à recevoir	18
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Composition du capital social	21
Eléments sur les postes des entreprises liées	22

Notes relatives au compte de résultat

Charges et produits exceptionnels	24
Transfert de charges	25

Autres informations

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	27
Effectif moyen	28
Engagement hors bilan	29
Engagement de retraite	30
Intégration fiscale	31
Evènements Post Clôture Adrexo	32
Comptes d'actif	37
Comptes de passif	41
Comptes de produits	45
Comptes de charges	47

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	7 500 000	2 034 247	5 465 753	6 403 253
Concessions, brevets et droits similaires	26 294 328	22 283 377	4 010 951	5 354 676
Fonds commercial	37 381 123	37 381 121	2	2
Autres immobilisations incorporelles	15 000		15 000	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	267 521	267 521		
Installations techniques, matériel, outillage	6 669 992	5 824 470	845 522	1 263 600
Autres immobilisations corporelles	16 749 768	15 111 185	1 638 583	1 904 932
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	67 376 127	12 914 212	54 461 915	64 461 915
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	5 127 379		5 127 379	4 359 503
Autres immobilisations financières	2 125 208		2 125 208	2 237 295
ACTIF IMMOBILISE	169 506 446	95 816 132	73 690 314	85 985 176
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 132 532		1 132 532	743 111
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	49 210 110	1 756 369	47 453 742	51 443 711
Autres créances	25 445 259		25 445 259	28 437 728
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 639 670		1 639 670	313 961
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	490 807		490 807	413 229
ACTIF CIRCULANT	77 918 378	1 756 369	76 162 009	81 351 741
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	247 424 824	97 572 500	149 852 324	167 336 916

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 41 318 176)	41 318 176	41 318 176
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 181 824	8 181 824
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-39 674 169	-20 062 286
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-41 611 636	-19 611 883
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	18 006	
CAPITAUX PROPRES	-31 767 800	9 825 831
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 730 478	5 803 465
Provisions pour charges	8 216 820	9 047 772
PROVISIONS	12 947 298	14 851 237
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 346 036	1 436 515
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	35 945	61 565
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 185 076	20 346 319
Dettes fiscales et sociales	96 542 630	74 671 681
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	114 482	132 749
Autres dettes	46 206 370	45 088 408
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	242 287	922 612
DETTES	168 672 826	142 659 849
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	149 852 324	167 336 916

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018 ^a
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	7 251 867		7 251 867	7 266 728
Production vendue de services	272 182 994		272 182 994	293 926 947
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	279 434 861		279 434 861	301 193 676
Production stockée				
Production immobilisée			475 062	582 740
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			7 492 432	6 366 907
Autres produits			673 934	1 309 602
PRODUITS D'EXPLOITATION			288 076 288	309 452 925
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-91 363	13 523
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			99 139 859	100 350 610
Impôts, taxes et versements assimilés			6 726 059	8 315 283
Salaires et traitements			163 966 677	173 302 257
Charges sociales			36 993 416	37 798 075
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 045 924	5 302 439
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			159 209	465 693
Dotations aux provisions			1 961 819	2 781 300
Autres charges			3 086 607	2 370 242
CHARGES D'EXPLOITATION			316 988 207	330 699 422
RESULTAT D'EXPLOITATION			-28 911 918	-21 246 498
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				413 932
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				413 932
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			10 520 212	
Intérêts et charges assimilées			732 497	684 397
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			11 252 709	684 397
RESULTAT FINANCIER			-11 252 709	-270 465
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-40 164 628	-21 516 962

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		3 793 340
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 247 209	2 701 660
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 247 209	6 495 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 959 206	2 593 372
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		787 149
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	743 136	1 209 400
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 702 342	4 589 921
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 455 133	1 905 079
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-8 124	
TOTAL DES PRODUITS	289 323 497	316 361 857
TOTAL DES CHARGES	330 935 134	335 973 740
BENEFICE OU PERTE	-41 611 636	-19 611 883

Faits significatifs, règles et méthodes comptables

FAITS SIGNIFICATIFS

Financements de HOPPS GROUP

GDP Vendôme

En date du 28 mars 2019, des discussions entre HOPPS Group et GDP VENDOME ont abouti à la rédaction et à la finalisation d'un contrat d'émission d'obligations simples privées par HOPPS GROUP pour un montant total maximum en principal de vingt millions neuf cent mille euros (EUR 20.900.000).

Le 4 avril 2019, une première émission pour un montant de dix millions neuf cent mille euros (EUR 10.900.000) a été réalisée.

Une seconde émission pour un montant de dix millions d'euros (EUR 10.000.000) a été réalisée le 23 mai 2019.

En contrepartie de la signature de ce contrat, le Groupe GDP Vendôme par l'intermédiaire de la SARL GDP Invest a acquis 5.68% des droits de vote et 5% des droits financiers de HOPPS Group à la SAS de l'Aubrac.

Pool Bancaire CEPAC Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence

Le 31 juillet 2019 un contrat de prêt de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000) a été signé avec la Caisse d'Epargne CEPAC et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence destiné à financer les besoins généraux d'exploitation de la Société et certaines de ses filiales. Celui-ci est principalement garanti par une sûreté prise sur le bâtiment du siège social.

Moratoire avec le CIRI

Le 17 octobre 2019 un moratoire d'un montant de 27 996 044 euros relatif aux dettes sociales (URSSAF part patronale) et fiscales (TVA) du groupe a été signé sous l'égide du Comité Interministériel de Restructuration Industrielle (CIRI).

A la date du 31 décembre 2019, le groupe avait remboursé la somme de 3 695 436 euros.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants exprimés sont en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

Depuis le 1^{er} Janvier 2005 est appliqué le règlement CRC 2002-10, relatif à l'avis sur l'amortissement et à la dépréciation sur les actifs. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC.

Concernant les fonds de commerce une provision peut être constatée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés d'après la durée d'utilisation prévue suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC :

	Durée	Méthode
Logiciels inférieurs à 15 000 euros	--> 1 an	Linéaire
Logiciels supérieurs à 15 000 euros	--> 5 ans	Linéaire
Logiciels développés en interne	--> 3 ans	Linéaire

Les fonds de commerce ne sont plus amortis depuis le premier janvier 2005.

Concernant les fonds de commerce, une provision peut être constituée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable. Cette valeur économique est déterminée sur la base d'une estimation des flux futurs de trésorerie.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 05-15 du CNC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

Les modes et durées sont les suivantes :

	Durée	Méthode
Construction	--> 20 ans	Linéaire
Agencements techniques	--> 5 à 8 ans	Linéaire
Matériel technique	--> 5 à 8 ans	Linéaire
Véhicules	--> 3 à 5 ans	Linéaire
Autres matériels et mobiliers	--> 3 à 8 ans	Linéaire

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET COMPTES COURANTS

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur des avantages futurs de la société est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence pour les titres de participations et les comptes courants.

Dans la mesure où un indice de perte de valeur est survenu, un test de dépréciation a été réalisé dans le cadre de la clôture annuelle au 31 décembre 2019. Ce test de dépréciation a été réalisé pour la filiale Adrexo Productions et repose sur des données prévisionnelles sur la base d'un budget à 3 ans et sur des hypothèses reposant sur des estimations faites par le management au moment de la clôture.

La société Adrexo a constaté dans ses comptes sociaux au 31 décembre 2019 une provision pour dépréciation des titres de participation d'un montant de 10 000 K€.

EVALUATION DES DETTES ET DES CREANCES

Les dettes et les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

L'ensemble du poste client est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs milliers de clients.

Elles font l'objet d'une provision en fonction de leur risque d'irrecouvrabilité. Ce risque est apprécié en prenant en considération le risque spécifique lié au client et l'antériorité de la créance.

La société ADREXO a enregistré au 31 décembre 2019 une facture à établir de 4 M€ suite à la procédure indemnitaire avec la société SYSTEME U. Par assignation du 25 avril 2019, ADREXO a saisi le Tribunal de Commerce de Paris visant à demander une indemnisation suite au non respect du préavis de SYST U interrompant, sa relation commerciale au bout de 18 ans, ce qui représentait un chiffre d'affaires annuel moyen de 9 M€.

Pénalité de retard 1% logement

Adrexo est assujetti à la contribution effort-construction à hauteur de 0,45% des rémunérations de l'exercice précédent et versait cette somme à un organisme collecteur agréé jusqu'en 2017. Pour les exercices 2018 et 2019, la société a comptabilisé les contributions pour un montant de 2,1 M€ mais n'a pas décaissé ces sommes. Au regard de la situation financière de la société Adrexo et du contexte économique actuel, Adrexo a pris contact avec l'organisme collecteur qui nous a assuré que seule l'Administration Fiscale peut imposer le versement de pénalités de retard et que cette sanction n'a encore jamais été infligée à une entreprise en difficultés financière. En conséquence, aucune provision pour pénalités de retard a été provisionnée au 31 décembre 2019 concernant le non-versement de l'effort construction.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables du règlement CRC 00-06.

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les mouvements correspondent aux litiges nés ou dénoués sur l'exercice.

Les provisions pour risques et charges comprennent la provision au titre du plan de départs volontaires, évaluée sur la base d'une estimation des départs attendus et en application des conditions négociées avec les partenaires sociaux.

PROVISION POUR RETRAITE

La société comptabilise ses provisions pour indemnités de fin de carrière dans les comptes sociaux.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Le détail de la rémunération des mandataires sociaux n'est pas indiqué pour des raisons de confidentialité car cela reviendrait à donner des informations nominatives.

CONTINUITE D'EXPLOITATION

Les prévisions de trésorerie sur 12 mois sont basées sur la réalisation d'un budget 2020 et sont revues en permanence par la politique de financement du Groupe Hopps à l'égard de ses filiales et repose sur :

- des mesures conservatoires et d'économies.

- d'une gestion optimisée du besoin en fonds de roulement.
- du recours, le cas échéant, à des moyens de financement à court terme de type affacturage ou crédit bail.
- de l'étude de tout autre moyen de financement tel que le crédit bancaire.
- La recherche de fonds auprès d'investisseurs.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation au regard de la situation prévisionnelle de trésorerie sur les prochains 12 mois et sur le soutien financier accordé par la société HOPPS Group à l'égard de la société Adrexo et confirmé par une lettre de soutien financier.

Malgré les refinancements du groupe obtenus en 2019 (cf. note faits significatifs), sous l'égide du CIRI (Comité Interministériel Restructuration Industrielle) et en 2020 (cf. note Evénements Post Clôture Adrexo), les effets de la crise liée au Covid 19 font peser une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. Ainsi en cas d'évolution défavorable, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. Toutefois, à ce jour les discussions finalisées avec le CIRI permettent d'envisager le paiement des nouvelles dettes sociales et fiscales contractées pendant la crise liée au COVID 19 sur une durée de 3 mois et feront ensuite l'objet d'un nouvel examen visant à mettre en place un moratoire définitif pour une durée de 36 mois. Ces éléments nous permettent de penser que la continuité de l'entreprise pourrait donc être assurée dans les conditions normales d'exploitation.

La Commission Départementale des Chefs des Services Financiers a ainsi accordé le 4 Aout 2020 un plan provisoire d'un montant de 13 197 760 euros, des dettes sociales dues par la société Adrexo de Janvier à fin Mai 2020, échelonné selon 3 mensualités de 45 558 € du 15/08/20 au 15/10/20, le solde de 13 061 086,76 € fera l'objet d'un nouvel examen.

Notes relatives au bilan

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	7 500 000		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	62 019 505		1 670 945
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	267 521		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 665 964		4 028
Installations générales, agenc., aménag.	8 075 183		341 976
Matériel de transport	92 089		2 221
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 162 197		76 103
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 262 954		424 327
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	67 376 127		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 596 798		941 685
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	73 972 925		941 685
TOTAL GENERAL	166 755 384		3 036 958

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			7 500 000	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			63 690 450	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			267 521	
Installations techn., matériel et outillages ind.			6 669 992	
Installations générales, agencements divers			8 417 159	
Matériel de transport			94 310	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			8 238 299	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			23 687 281	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			67 376 127	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		285 895	7 252 587	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		285 895	74 628 714	
TOTAL GENERAL		285 895	169 506 446	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	1 096 747	937 500		2 034 247
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 664 827	2 999 670		59 664 497
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	267 521			267 521
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 402 364	422 106		5 824 470
Installations générales, agenc. et aménag. divers	6 588 186	445 920		7 034 106
Matériel de transport	92 089	264		92 353
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 744 262	240 465		7 984 726
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 094 422	1 108 754		21 203 176
TOTAL GENERAL	77 855 996	5 045 924		82 901 920

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre	18 006					18 006
TOTAL	18 006					18 006

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		18 006		18 006
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		18 006		18 006
Provisions pour litiges	5 674 681	2 591 954	3 701 152	4 565 483
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	9 047 772	520 212	1 351 164	8 216 820
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	128 784	94 995	58 784	164 995
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	14 851 237	3 207 161	5 111 101	12 947 298
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	2 914 212	10 000 000		12 914 212
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	1 937 353	159 209	340 193	1 756 369
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	4 851 565	10 159 209	340 193	14 670 581
TOTAL GENERAL	19 702 802	13 384 376	5 451 294	27 635 884
Dotations et reprises d'exploitation		2 121 028	4 204 085	
Dotations et reprises financières		10 520 212		
Dotations et reprises exceptionnelles		743 136	1 247 209	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	5 127 379		5 127 379
Autres immobilisations financières	2 125 208		2 125 208
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	49 210 110	49 210 110	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	407 505	407 505	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	354	354	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	4 471 534	4 471 534	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	10 352 646	10 352 646	
Groupe et associés	9 318 713	9 318 713	
Débiteurs divers	894 507	894 507	
Charges constatées d'avance	490 807	490 807	
TOTAL GENERAL	82 398 764	75 146 177	7 252 587

Montant des prêts accordés en cours d'exercice 767 876

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 346 036	2 346 036		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	35 945	2 456	33 489	
Fournisseurs et comptes rattachés	23 185 076	23 185 076		
Personnel et comptes rattachés	35 622 651	35 622 651		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 814 198	21 814 198		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	31 188 343	31 188 343		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	7 917 438	7 917 438		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	114 482	114 482		
Groupe et associés	16 942 935	16 942 935		
Autres dettes	29 263 436	29 263 436		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	242 287	242 287		
TOTAL GENERAL	168 672 826	168 639 337	33 489	

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	'Clients - Factures à établir	5 618 494,10	23 639,72	5 594 854,38
4181900	'Clients Groupe - Factures à établir	2 151 285,23	827 678,60	1 323 606,63
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		7 769 779,33	851 318,32	6 918 461,01
AUTRES CREANCES				
4098000	'Rabais, remises, ristournes à obtenir	472 863,38	210 438,28	262 425,10
4487000	'Etat, produit à recevoir	10 352 646,23	10 359 967,21	-7 320,98
TOTAL AUTRES CREANCES		10 825 509,61	10 570 405,49	255 104,12
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		18 595 288,94	11 421 723,81	7 173 565,13

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4081000	*Fournisseurs - Factures non parven	7 281 947,21	6 909 614,28	372 332,93
4081006	Fournisseurs factures non reçues lo	167 414,32	233 855,45	-66 441,13
4081010	*Fournisseurs - Factures non parven	122 658,52	292 598,08	-169 939,56
4081070	AB*EDF-GDF	241 262,00	186 804,95	54 457,05
4081900	*Fournisseurs Groupe - Factures non	1 149 646,51	104 226,83	1 045 419,68
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		8 962 928,56	7 727 099,59	1 235 828,97
AUTRES DETTES				
4198000	*Rabais, remises, ristournes et avo	4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10
TOTAL AUTRES DETTES		4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4281990	*Personnel - Rémunérations des dist	8 125 367,36	8 256 787,68	-131 420,32
4282000	*Personnel - Dettes provisionnées p	15 512 801,38	15 591 445,15	-78 643,77
4283500	*Personnel - Primes à payer	1 112 189,79	870 900,11	241 289,68
4286200	*Personnel - Notes de frais à paye		30 194,58	-30 194,58
4382000	*Organismes sociaux - Charges socia	4 307 307,29	4 238 010,02	69 297,27
4386000	*Autres charges à payer	193 946,03	273 467,49	-79 521,46
4486330	*Formation professionnelle continue	1 522 880,90	2 356 692,00	-833 811,10
4486340	*Effort construction à payer	2 143 387,17	767 875,20	1 375 511,97
4486350	*Taxe d'apprentissage à payer	404 715,93	1 452 492,06	-1 047 776,13
4486360	*Cotisations handicapés à payer	114 342,34	15 963,99	98 378,35
4486370	*Organic à payer	415 500,00	450 500,00	-35 000,00
4486400	*CET à payer	3 035 782,98	196 770,96	2 839 012,02
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		36 888 221,17	34 501 099,24	2 387 121,93
TOTAL CHARGES A PAYER		50 325 637,73	48 709 975,93	1 615 661,80

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2019

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	'Charges constatées d'avance	490 807,49	413 228,59	77 578,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		490 807,49	413 228,59	77 578,90
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4873100	'Produits constatés d'avance - Dist	-242 287,31	-922 611,93	680 324,62
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-242 287,31	-922 611,93	680 324,62

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 582 386			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques

Entreprises liées

Participations

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles
Participations
Créances rattachées à des participations
Prêts
Autres titres immobilisés
Autres immobilisations financières

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes
Créances clients et comptes rattachés 4 293 341
Autres créances
Capital souscrit appelé, non versé
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités

DETTES

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
Emprunts et dettes financières divers
Avances et acomptes reçus sur commandes
Dettes fournisseurs et comptes rattachés 2 740 260
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés
Autres dettes 16 942 935

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits de participations
Autres produits financiers 170 340
Charges financières

Notes relatives au compte de résultat

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES ET AMENDES	37 540	6712000
CHARGES AUTRES DEPARTS	470 557	6718802
CHARGES LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	1 451 108	6718803
DOTATION PROVISION LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	725 130	6870003
DOTATION AMORTISSEMENT DEROGATOIRE	18 006	6872500

TOTAL	2 702 342
--------------	------------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
REPRISE SUR PROVISIONS LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	1 247 209	7870003

TOTAL	1 247 209
--------------	------------------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION	965 387	7910000
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION ASSURANCE	281 623	7910050
TRANSFERT CHARGES PERSONNEL	966 133	7910064
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION FORMATION	106 498	7910025
TRANSFERT CHARGES EXPLITATION AFEST	359 522	7910026
TRANSFERT REFACTURATION INTERNE	609 182	7919000
TOTAL		3 288 347

Autres informations

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
HOPPS 1330 AV.GUILIBERT DE LA LAUZIÈRE 13592 AIX EN PCE	SAS	22 402 432	100,00 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	397	
AGENTS DE MAITRISE	258	
EMPLOYES	6 637	
TOTAL		7 292

Engagements Hors bilan

Garantie à première demande à durée déterminée et renouvelable donnée par la SMC en faveur de Total Marketing services. La SMC se porte garant d'Hopps et d'Adrexo à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de 215 000 €.

Cet engagement est pris pour un an à compter du 20 avril 2017, il est renouvelable pour la même durée de validité par tacite reconduction. Un nantissement en compte à terme d'un montant de 215 000 € a été constitué.

Seconde garantie à première demande à durée déterminée et renouvelable donnée par la SMC en faveur de Total Marketing services. La SMC se porte garant d'Hopps et d'Adrexo à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de 215 000 €.

Cet engagement est pris pour un an à compter du 16 novembre 2018, il est renouvelable pour la même durée de validité par tacite reconduction. Un nantissement en compte à terme d'un montant de 215 000 € a été constitué.

Acte de cautionnement signé le 6 octobre 2019 par Hopps en faveur de la société Bulteau, fournisseur de machines et consommables d'emballage, à hauteur de 100 000 €HT pour les engagements souscrits par Adrexo, Adrexo Productions et Dispeo entre le 6 octobre 2019 et le 6 octobre 2020.

Acte de cautionnement signé le 1er octobre 2019 par Hopps en faveur des sociétés IPS, Rotocolor et Finance Offset typo, imprimeurs, à hauteur de 500 000 €HT pour les engagements souscrits par Adrexo entre le 1er octobre 2019 et le 31 mars 2020.

Engagement de poursuite de loyers d'un contrat de location signé entre les sociétés Adrexo et Corhofi le 9 janvier 2018.

L'objet du contrat de location est le refinancement de machines Ferag et Sitma pour un montant restant de 3 584 196 €HT soit 9 loyers trimestriels de 398 244 €HT.

Engagement de poursuite de loyers d'un contrat de location signé entre les sociétés Adrexo et Corhofi le 1 avril 2018. L'objet du contrat de location est le refinancement de 5 500 bacs Palox pour un montant restant de 191 500 €HT soit 5 loyers trimestriels de 38 300 €HT.

La société comptabilise le montant de ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite depuis 1995.

Le Groupe a fait effectuer une évaluation actuarielle de ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, en cas de départs volontaires, en date du 31 décembre 2019.

Les droits acquis par les salariés sont issus de l'application de la convention collective applicable (Publicité) et les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

- un taux annuel d'actualisation financière de 0,7 %,
- un taux d'augmentation des salaires 1 %,
- un taux de mortalité correspondant aux tables de survie INSEE 13-15, distinguant hommes et femmes,
- un âge de départ à la retraite de 65 ans,
- les charges sociales patronales sont prises en compte dans le montant de l'engagement,
- un taux de turnover identique à celui retenu l'année précédente et décroissant en fonction de l'âge,
- les écarts actuariels ont été comptabilisés en exploitation pour ceux liés aux écarts d'expérience et en financier pour ceux liés à la diminution du taux d'actualisation et à l'actualisation du coût des services rendus,
- le tableau des prévisions fait apparaître la variation de l'engagement sur l'exercice.

La société Adrexo est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de Hopps Group au 1^{er} janvier 2018, elle a comptabilisé dans ses comptes un produit d'intégration fiscal de 8 124 euros.

Evènements Post Clôture

Financement post clôture

Conformément à ce qui avait été annoncé en 2019, Hopps Group a réussi une levée de fonds de 31,5 M€ en Février 2020. Sans tenir compte des effets de la crise Covid-19, cette levée de fonds a permis d'assurer la continuité d'exploitation des filiales du groupe pour le premier trimestre 2020.

Le montant de 31,5 M€ a été obtenu :

- Auprès d'un pool bancaire (CEPAC, Themis, CAAP) pour 18 M€,
- De l'actionnaire minoritaire GDP Vendôme pour 6 M€,
- De l'état par l'intermédiaire d'un moratoire sur des dettes fiscales et sociales pour 6 M€,
- Et de collectivités locales : 1 M€ auprès de la région PACA et 0,5 M€ auprès de la Métropole Aix-Marseille.

Engagements financiers (contrat de prêt du 28 février 2020)

La société HOPPS Group s'engage à faire en sorte que :

- COLIS PRIVE et ADREXO maintiennent chacune individuellement un EBITDA trimestriel en lien avec les prévisions,
- à maintenir la trésorerie mensuelle fin de mois à un niveau défini dans le contrat de prêt avec les emprunteurs,
- à ne pas contracter tout nouvel endettement financier à court terme ou long terme,
- à ne pas contracter sans accord d'engagement hors bilan,
- à ne pas procéder, sans accord, d'investissements corporels ou incorporels,
- à ne pas procéder à des opérations de croissance externe sans autorisation.

Un contrat de fiducie est signé en date du 28 février 2020, la constitution de cette dernière va permettre de garantir le paiement des obligations liées au contrat de prêt. Cette fiducie est constituée par le transfert des actifs fiduciaires (Actions détenues par Adrexo dans la société Colis Privé et créances intragroupe de prestations fournies par Adrexo à Colis Privé pour un montant de 5,7 millions d'euros).

Information financière Covid

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de la continuité des activités. Les activités ont commencé à être affectées par le COVID-19 au premier trimestre 2020 et continuent de l'être au second trimestre 2020. Le société s'attend à un impact négatif sur ses états financiers

en 2020. A la fin Juillet 2020, le Chiffre d'affaires de la société Adrexo s'élève à 107 millions d'€ pour un budget à 170 millions d'€ et un réalisé 2019 à 156 millions d'€.

L'Ebitda est négatif à -25,4 millions d'€ à fin Juillet 2020 contre -11,4 millions d'€ au budget et -22,5 millions d'€ à fin juillet 2019.

Le Chiffre d'affaire annuel 2020 de la société Adrexo est projeté à 222 millions d'€, inférieur de 91 millions d'€ par rapport au budget, et l'Ebitda à -28,2 millions d'€, en retrait de 18 millions d'€ par rapport au budget 2020.

Suite aux conséquences négatives du COVID-19, la Commission Départementale des Chefs des Services Financiers a accordé le 4 Aout 2020 un plan provisoire d'un montant de 13 197 760 euros des dettes fiscales et sociales dues par la société ADREXO, échelonné sur 3 mois et fera l'objet d'un nouvel examen à la fin du plan.

Mesures mises en place - Covid

Dès le 17 mars 2020, la grande majorité de nos clients a pris la décision d'annuler, leur campagne de communication par imprimés publicitaires. Par conséquent, nous avons été contraints de suspendre les activités de distribution d'IP et Courrier à compter de cette date et de recourir au dispositif exceptionnel d'activité partielle prévu par l'ordonnance du 27 Mars 2020.

En revanche les activités de distribution de Colis se sont poursuivies durant toute la période de confinement puisque cette activité n'a pas été concernée par des baisses d'activité ni par une interdiction d'exercer.

La suspension de notre activité a été effective à compter du 17 mars 2020 à 12h et a concerné l'ensemble des salariés à l'exception des collaborateurs dédiés à l'activité colis.

La Direction d'ADREXO, après avis auprès des services de la Direccte, a décidé de faire une demande d'activité partielle d'une durée de 6 mois, soit jusqu'au 18 septembre 2020.

Ont été concernés par l'activité partielle à 100% le personnel de distribution : distributeur et technicien de distribution, le personnel permanent technique : adjoint technique, adjoint RCD, RCD, adjoint ROC, ROC et DR/DRA, le personnel commercial : assistante commerciale, RCGC, les marchés nationaux et le personnel du siège à Aix en Provence et de Levallois Perret soit 18 038 salariés.

A la demande express des membres du Codir, seul certains salariés qui ont dû poursuivre en partie leurs activités afin d'assurer la bonne continuité des activités ont été amenés à travailler à 20% de leur durée hebdomadaire contractuelle.

Pour cela chaque membre du Codir a dû communiquer la liste chaque semaine des personnes concernées et le motif, afin que les équipes RH puissent procéder à la mise à jour du taux

d'activité partielle qui a été ensuite déclaré à l'administration afin de percevoir le remboursement par l'état de l'indemnité d'activité partielle versé aux salariés.

L'activité de distribution colis n'a pas été impactée par la mesure de chômage partiel. Par conséquent, les chauffeurs livreurs de colis, les coordinateurs colis, les responsables de l'activité colis ont poursuivi leurs activités conformément à leurs contrats de travail. Ont été mises en place des mesures strictes de précaution, de sécurité et de distanciation sociale, établies notamment par le gouvernement pour l'activité de livraison.

L'ensemble des collaborateurs en chômage partiel a eu droit au versement d'une indemnité horaire d'activité partielle.

Conformément aux dispositions légales, les salariés placés en activité partielle ont perçu une indemnité égale à 70% de leur rémunération antérieure brute par heure chômée (soit un taux de remplacement correspondant à environ 84% de sa rémunération nette horaire).

L'indemnité d'activité partielle a été calculée sur la base de la durée hebdomadaire contractuelle de travail (hors variable).

Pour la période du 18 Mars au 31 Mars 2020, la Direction d'ADREXO a décidé de verser un complément de salaire, afin que les salariés ne subissent pas de baisse de leur rémunération nette avant impôt contractuelle (hors variable) sur la période chômée.

En revanche à compter du 1er Avril 2020, les salariés de l'entreprise ont perçu le versement de l'indemnité d'activité partielle calculée conformément aux dispositions légales en vigueur, correspondant aux nombres total d'heures chômées.

Les indemnités d'activité partielle ont été versées au salarié à la date normale de paie par l'employeur.

La reprise de l'activité IP et courrier s'est faite progressivement en fonction de la réouverture de commerces et des commandes validées par les clients.

Pour tous les salariés une reprise progressive d'activité a été mise en place en fonction des besoins de l'activité. Le suivi de l'activité a été établi par les managers chaque semaine. Ainsi les salariés ont pu être amenés à travailler 20%, 40%, 60%, 80% ou 100% de leur activité.

Chaque mois les managers ont dû transmettre au service RH l'information de ce taux horaire d'activité, permettant ainsi d'établir le nombre d'heures chômées qui devaient être indemnisés aux salariés.

Les salariés ont été informés chaque semaine de l'activité qu'ils devaient réaliser afin de leur permettre d'avoir connaissance de leur rythme de travail et de concilier leurs obligations professionnelles avec les nécessités de leur vie familiales et personnelles.

Le plan de reprise des activités IP et courrier a contraint l'entreprise à prévoir une reprise partielle de son activité ne permettant pas à l'intégralité des salariés une reprise totale de leurs activités et a nécessité la mise en place d'une individualisation du taux d'activité partielle.

Dans le cadre de la reprise d'activité de distribution, la totalité des secteurs de distribution n'ont pu être ré-ouverts à la reprise en S22.

Lors de la reprise, au sein de chaque PO, un nombre défini de secteur a été ouvert chaque semaine, sur lequel a été réalisée une distribution.

Le premier critère justifiant une reprise d'activité du personnel de distribution a été la fidélisation du secteur. Pour rappel, le personnel de distribution est fidélisé sur les secteurs où ils réalisent habituellement leur distribution. Le choix des salariés qui ont été contactés en priorité pour reprendre leur activité ont été les salariés des secteurs fidélisés ouverts à la distribution.

Quand le salarié contacté n'a pas été en mesure de reprendre son activité notamment en raison des arrêts dérogatoires liés au covid 19 (garde d'enfant, personne vulnérable) ainsi que les salariés en arrêt maladie, nous avons dû prévoir un second critère.

Le second critère permettant de déterminer les salariés qui ont repris l'activité de distribution a été celui du volume horaire contractuel. Ce sont les salariés ayant les volumes d'heures les plus élevés qui ont été contactés. L'application de ce critère a permis de donner plusieurs secteurs à un même salarié.

Il a été demandé au manager d'appliquer ces deux critères afin de déterminer chaque semaine le personnel de distribution qui a réalisé une activité de distribution sur un ou plusieurs secteurs rattachés au centre. Les autres salariés relevant de cette catégorie « personnel de distribution » sont restés en activité partielle à 100%.

Concernant les mesures de protection mises en place pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs, a été rédigé un protocole définissant la mise en place des mesures de protection, des mesures barrières et de distanciation sociale, qui a été adapté en fonction des lieux de travail : au sein des PO, des plateformes logistiques, du siège à Aix en Provence et à Levallois.

Un kit EPI Covid 19, a été mis à la disposition de chaque salarié qui comprenait en fonction du poste occupé : du gel hydro alcoolique, des masques (lavables ou jetables) ou une visière et un document reprenant les consignes liées au Covid 19.

Conformément aux recommandations du gouvernement, le recours au télétravail a été encouragé au maximum lorsqu'il a été possible. Ont été notamment concernés par le télétravail :

- Les salariés rattachés au siège d'Aix en Provence et de Levallois
- Les RCGC

- Les DR/DRA
- Les ATC
- Les assistantes des DR

Tous les salariés vulnérables sont restés en activité partielle à 100%.

Comptes d'actif

SDP - ADREXO
1330 av. Guilibert de la Lauzière
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Edité le 11/09/2020
Par Vanessa TATARANNO

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS DE DEVELOPPEMENT				
2042000	'Subventions	7 500 000,00	7 500 000,00	
Total 2050/CX - Frais de développement, brut		7 500 000,00	7 500 000,00	
2804200	AB*Amt. subventions	-2 034 246,58	-1 096 746,58	-937 500,00
Total 2050/CQ - Frais de développement, amortissements et provisions		-2 034 246,58	-1 096 746,58	-937 500,00
TOTAL FRAIS DE DEVELOPPEMENT		5 465 753,42	6 403 253,42	-937 500,00
CONCESSIONS, BREVETS, AUT DROITS				
2050000	'Concessions et droits	1 219,60	1 219,60	
2051000	'Logiciels	26 293 108,37	24 637 163,13	1 655 945,24
Total 2050/AF - Concessions, brevets et droits similaires, brut		26 294 327,97	24 638 382,73	1 655 945,24
2805100	'Amortissements des logiciels	-22 283 376,74	-19 283 706,87	-2 999 669,87
Total 2050/AG - Concessions, brevets et droits similaires, amortissements et		-22 283 376,74	-19 283 706,87	-2 999 669,87
TOTAL CONCESSIONS, BREVETS, AUT DROITS		4 010 951,23	5 354 675,86	-1 343 724,63
FONDS COMMERCIAL				
2070000	'Fonds commercial	34 347 595,86	34 347 595,86	
2071000	'Mali de Fusion	3 033 526,65	3 033 526,65	
Total 2050/AH - Fonds commercial, brut		37 381 122,51	37 381 122,51	
2807000	'Amortissements du fonds commercial	-4 564 787,61	-4 564 787,61	
2807001	'Amort. fonds commercial manuels	-32 816 332,90	-32 816 332,90	
Total 2050/AI - Fonds commercial, amortissements et provisions		-37 381 120,51	-37 381 120,51	
TOTAL FONDS COMMERCIAL		2,00	2,00	
AUTRES IMMOBILIS. INCORPORELLES				
2320000	'Immobilisations incorporelles en c	15 000,00		15 000,00
Total 2050/AJ - Autres immobilisations incorporelles, brut		15 000,00		15 000,00
TOTAL AUTRES IMMOBILIS. INCORPORELLES		15 000,00		15 000,00
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		9 491 706,65	11 757 931,28	-2 266 224,63
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
CONSTRUCTIONS				
2135000	'Installations generales - Agenceme	267 520,67	267 520,67	
Total 2050/AP - Constructions, brut		267 520,67	267 520,67	
2813500	'Amortissements des installations g	-267 520,67	-267 520,67	
Total 2050/AQ - Constructions, amortissements et provisions		-267 520,67	-267 520,67	
TOTAL CONSTRUCTIONS				

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
INSTALLATIONS, MATERIEL, OUTILLAGE				
2154000	'Matériel industriel	6 669 992,16	6 665 964,12	4 028,04
Total 2050/AR - Installations techniques, matériel et outillages industriels, brut		6 669 992,16	6 665 964,12	4 028,04
2815400	'Amortissements du matériel industr	-5 824 469,70	-5 402 364,06	-422 105,64
Total 2050/AS - Installations techniques, matériel et outillages industriels, am		-5 824 469,70	-5 402 364,06	-422 105,64
TOTAL INSTALLATIONS, MATERIEL, OUTILLAGE		845 522,46	1 263 600,06	-418 077,60
AUTRES IMMOBILISAT. CORPORELLES				
2181000	'Installations générales - Agenceme	8 417 159,11	8 075 183,23	341 975,88
2182000	'Matériel de transport	94 309,65	92 088,90	2 220,75
2183000	'Matériel de bureau et matériel inf	7 314 421,96	7 238 319,25	76 102,71
2184000	'Mobilier	923 877,49	923 877,49	
Total 2050/AT - Autres immobilisations corporelles, brut		16 749 768,21	16 329 468,87	420 299,34
2818100	'Amortissements des installations g	-7 034 106,36	-6 588 186,31	-445 920,05
2818200	'Amortissements du matériel de tran	-92 352,55	-92 088,90	-263,65
2818300	'Amortissements du matériel de bure	-7 062 061,92	-6 824 805,02	-237 256,90
2818400	'Amortissements du mobilier	-922 664,48	-919 456,87	-3 207,61
Total 2050/AU - Autres immobilisations corporelles, amortissements et provisi		-15 111 185,31	-14 424 537,10	-686 648,21
TOTAL AUTRES IMMOBILISAT. CORPORELLES		1 638 582,90	1 904 931,77	-266 348,87
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 484 105,36	3 168 531,83	-684 426,47
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TITRES DE PARTICIPATIONS				
2618000	'Titres de participation	67 376 127,15	67 376 127,15	
Total 2050/CU - Autres participations, brut		67 376 127,15	67 376 127,15	
2961800	'Provisions pour dépréciation des t	-12 914 212,00	-2 914 212,00	-10 000 000,00
Total 2050/CV - Autres participations, amortissements et provisions		-12 914 212,00	-2 914 212,00	-10 000 000,00
TOTAL TITRES DE PARTICIPATIONS		54 461 915,15	64 461 915,15	-10 000 000,00
PRETS				
2748000	'Autres prêts	5 127 379,00	4 359 503,00	767 876,00
Total 2050/BF - Prêts, brut		5 127 379,00	4 359 503,00	767 876,00
TOTAL PRETS		5 127 379,00	4 359 503,00	767 876,00
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES				
2751000	'Dépôts versés	1 981 481,51	2 093 567,94	-112 086,43
2755000	'Cautionnements versés	143 726,62	143 726,62	
Total 2050/BH - Autres immobilisations financières, brut		2 125 208,13	2 237 294,56	-112 086,43
TOTAL AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES		2 125 208,13	2 237 294,56	-112 086,43
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		61 714 502,28	71 058 712,71	-9 344 210,43
AVANCES ET ACOMPTES /COMMANDES				
AVANCES ET ACOMPTES FOURNISSEURS				
4091000	'Fournisseurs - Avances et acomptes	1 132 531,52	743 111,07	389 420,45

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
Total 2050/BV - Avances et acomptes sur commandes, brut				
		1 132 531,52	743 111,07	389 420,45
TOTAL AVANCES ET ACOMPTES FOURNISSEURS				
		1 132 531,52	743 111,07	389 420,45
TOTAL AVANCES ET ACOMPTES /COMMANDES				
		1 132 531,52	743 111,07	389 420,45
CLIENTS ET DIVERS				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4110000	'Clients - Groupe	5 068 937,65	1 823 204,60	3 245 733,05
4111000	'Clients - Hors groupe	36 278 561,09	50 128 895,85	-13 850 334,76
4130000	'Clients - Effets à recevoir	18 569,12	509 878,28	-491 309,16
4150000	'Chèques à échéance	74 263,23	67 767,31	6 495,92
Total 2050/BX - Clients et comptes rattachés, brut				
		41 440 331,09	52 529 746,04	-11 089 414,95
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
		41 440 331,09	52 529 746,04	-11 089 414,95
CLIENTS-PRODUITS NON FACTURES				
4181000	'Clients - Factures à établir	5 618 494,10	23 639,72	5 594 854,38
4181900	'Clients Groupe - Factures à établir	2 151 285,23	827 678,60	1 323 606,63
Total 2050/BX - Clients et comptes rattachés, brut				
		7 769 779,33	851 318,32	6 918 461,01
TOTAL CLIENTS-PRODUITS NON FACTURES				
		7 769 779,33	851 318,32	6 918 461,01
DEPRECIATIONS CLIENTS				
4910000	'Provisions pour dépréciation des c	-1 756 368,64	-1 937 353,21	180 984,57
Total 2050/BY - Clients et comptes rattachés, amortissements et provisions				
		-1 756 368,64	-1 937 353,21	180 984,57
TOTAL DEPRECIATIONS CLIENTS				
		-1 756 368,64	-1 937 353,21	180 984,57
TOTAL CLIENTS ET DIVERS				
		47 453 741,78	51 443 711,15	-3 989 969,37
AUTRES CREANCES				
FOURNISSEURS DEBITEURS				
4098000	'Rabais, remises, ristournes à obte	472 863,38	210 438,28	262 425,10
Total 2050/BZ - Autres créances, brut				
		472 863,38	210 438,28	262 425,10
TOTAL FOURNISSEURS DEBITEURS				
		472 863,38	210 438,28	262 425,10
PERSONNEL				
4220000	'Comités d'entreprise	61 573,86		61 573,86
4250000	'Personnel - Paie négative	163 186,82	152 691,86	10 494,96
4250100	'Personnel - Acomptes	19 773,81	9 838,02	9 935,79
4251000	'Personnel - Avances sur frais	162 970,63	170 286,44	-7 315,81
Total 2050/BZ - Autres créances, brut				
		407 505,12	332 816,32	74 688,80
TOTAL PERSONNEL				
		407 505,12	332 816,32	74 688,80
SECURITE SOC. ET ORG SOCX				
4377200	'Subvention restaurant d'entreprise	353,53	2 205,04	-1 851,51
Total 2050/BZ - Autres créances, brut				
		353,53	2 205,04	-1 851,51
TOTAL SECURITE SOC. ET ORG SOCX				
		353,53	2 205,04	-1 851,51
ETAT ET COLLECTIVITES				
4456100	'TVA déductible sur paiemen taux ré	2 147,00	4 367,13	-2 220,13
4456101	'TVA déductible sur paiement à 20 %	1 920 636,57	778 734,52	1 141 902,05

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
4456200	TVA déd. 20.6% sur investissements	213,37	7 478,20	-7 264,83
4456251	TVA sur paiement deductible sur im	3 246,77	9 437,15	-6 190,38
4458600	TVA sur factures non parvenues	1 799 542,42	1 714 533,76	85 008,66
4458701	TVA sur avoirs à établir	745 748,00	1 080 296,18	-334 548,18
4487000	'Etat, produit à recevoir	10 352 646,23	10 359 967,21	-7 320,98
Total 2050/BZ - Autres créances, brut		14 824 180,36	13 954 814,15	869 366,21
TOTAL ETAT ET COLLECTIVITES		14 824 180,36	13 954 814,15	869 366,21
GROUPE ET ASSOCIES				
4510000	'Groupe - Intégration fiscale	9 318 712,61	9 310 588,61	8 124,00
Total 2050/BZ - Autres créances, brut		9 318 712,61	9 310 588,61	8 124,00
TOTAL GROUPE ET ASSOCIES		9 318 712,61	9 310 588,61	8 124,00
DEBITEURS DIVERS				
4620000	'Créances sur cessions d'immobilisa		196 573,67	-196 573,67
4670000	'Débiteurs divers	421 643,80	4 430 292,29	-4 008 648,49
Total 2050/BZ - Autres créances, brut		421 643,80	4 626 865,96	-4 205 222,16
TOTAL DEBITEURS DIVERS		421 643,80	4 626 865,96	-4 205 222,16
TOTAL AUTRES CREANCES		25 445 258,80	28 437 728,36	-2 992 469,56
TRESORERIE ET DIVERS				
VALEURS A L'ENCAISSEMENT				
5110000	'Chèques à encaisser	1 434 113,38	227 141,93	1 206 971,45
Total 2050/CF - Disponibilités, brut		1 434 113,38	227 141,93	1 206 971,45
TOTAL VALEURS A L'ENCAISSEMENT		1 434 113,38	227 141,93	1 206 971,45
DISPONIBILITES				
5121020	'Crédit du Nord	196 886,64	76 886,33	120 000,31
5121070	'Société Générale	4 981,38	711,63	4 269,75
5121091	'Crédit Agricole Alpes Provence	1 524,82	142,40	1 382,42
5121095	'BRED		7 650,88	-7 650,88
5121098	'CIE générale Affacturage 2	2 163,54	1 428,25	735,29
Total 2050/CF - Disponibilités, brut		205 556,38	86 819,49	118 736,89
TOTAL DISPONIBILITES		205 556,38	86 819,49	118 736,89
TOTAL TRESORERIE ET DIVERS		1 639 669,76	313 961,42	1 325 708,34
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	'Charges constatées d'avance	490 807,49	413 228,59	77 578,90
Total 2050/CH - Charges constatées d'avance, brut		490 807,49	413 228,59	77 578,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		490 807,49	413 228,59	77 578,90
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION		490 807,49	413 228,59	77 578,90
TOTAL GÉNÉRAL		149 852 323,64	167 336 916,41	-17 484 592,77

Comptes de passif

SDP - ADREXO

1330 av. Guilibert de la Lauzière

13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Edité le

Par

11/09/2020

Vanessa TATARANNO

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CAPITAUX PROPRES				
CAPITAL				
1013100	Capital non amorti	41 318 176,00	41 318 176,00	
Total 2051/DA - Capital social ou individuel N		41 318 176,00	41 318 176,00	
TOTAL CAPITAL		41 318 176,00	41 318 176,00	
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION				
1041000	Primes d'émission	8 181 824,00	8 181 824,00	
Total 2051/DB - Primes d'émission de fusion ou d'apport N		8 181 824,00	8 181 824,00	
TOTAL PRIMES D'EMISSION, DE FUSION		8 181 824,00	8 181 824,00	
REPORT A NOUVEAU				
1190000	Report a nouveau (solde débiteur)	-39 674 169,45	-20 062 286,00	-19 611 883,45
Total 2051/DH - Report à nouveau N		-39 674 169,45	-20 062 286,00	-19 611 883,45
TOTAL REPORT A NOUVEAU		-39 674 169,45	-20 062 286,00	-19 611 883,45
RESULTAT DE L'EXERCICE				
	RESULTAT DE L'EXERCICE	-41 611 636,47	-19 611 883,45	-21 999 753,02
Total 2051/DI - Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) N		-41 611 636,47	-19 611 883,45	-21 999 753,02
TOTAL RESULTAT DE L'EXERCICE		-41 611 636,47	-19 611 883,45	-21 999 753,02
PROVISIONS REGLEMENTEES				
1450000	Amortissements derogatoires	18 006,00		18 006,00
Total 2051/DK - Provisions réglementées N		18 006,00		18 006,00
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES		18 006,00		18 006,00
TOTAL CAPITAUX PROPRES		-31 767 799,92	9 825 830,55	-41 593 630,47
PROVISIONS				
PROVISIONS POUR RISQUES				
1511000	Provisions pour litiges salariaux	4 360 483,10	5 514 680,97	-1 154 197,87
1512000	Provisions pour litiges commerciaux	205 000,00	160 000,00	45 000,00
1518000	Autres provisions pour risques	164 995,00	128 784,48	36 210,52
Total 2051/DP - Provisions pour risques N		4 730 478,10	5 803 465,45	-1 072 987,35
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES		4 730 478,10	5 803 465,45	-1 072 987,35
PROVISIONS POUR CHARGES				
1530000	Provisions pour pensions et obligat	8 216 819,64	9 047 771,64	-830 952,00
Total 2051/DQ - Provisions pour charges N		8 216 819,64	9 047 771,64	-830 952,00
TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES		8 216 819,64	9 047 771,64	-830 952,00
TOTAL PROVISIONS		12 947 297,74	14 851 237,09	-1 903 939,35

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
EMPRUNTS & DETTES ETAB. DE CREDIT				
BANQUES				
5121030	'HSBC non sécurisé	688 908,98	31,20	688 877,78
5121040	'HSBC chqs sécurisés		969 609,10	-969 609,10
5121093	'CDN Affacturage FactoFrance/Adrexo	491 446,22	466 874,46	24 571,76
5121095	'BRED	1 165 680,41		1 165 680,41
Total 2051/DU - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit N		2 346 035,61	1 436 514,76	909 520,85
TOTAL BANQUES		2 346 035,61	1 436 514,76	909 520,85
TOTAL EMPRUNTS & DETTES ETAB. DE CREDIT		2 346 035,61	1 436 514,76	909 520,85
EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES DIV				
AUTRES EMPRUNTS				
1661013	Participation 2013		25 198,83	-25 198,83
1661014	Participation 2014	2 456,06	2 612,87	-156,81
1661015	Participation 2015	30 285,94	30 198,18	87,76
1661016	Participation 2016	3 202,91	3 555,16	-352,25
Total 2051/DV - Emprunts et dettes financières divers N		35 944,91	61 565,04	-25 620,13
TOTAL AUTRES EMPRUNTS		35 944,91	61 565,04	-25 620,13
TOTAL EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES DIV		35 944,91	61 565,04	-25 620,13
FOURNISSEURS				
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES				
4011000	'Fournisseurs - Hors groupe	11 481 887,51	11 577 948,73	-96 061,22
4011100	'Fournisseurs - Groupe	2 740 259,85	1 041 270,91	1 698 988,94
Total 2051/DX - Dettes fournisseurs et comptes rattachés N		14 222 147,36	12 619 219,64	1 602 927,72
TOTAL FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES		14 222 147,36	12 619 219,64	1 602 927,72
FOURNISSEURS FACT. NON PARVENUES				
4081000	'Fournisseurs - Factures non parven	7 281 947,21	6 909 614,28	372 332,93
4081006	Fournisseurs factures non reçues lo	167 414,32	233 855,45	-66 441,13
4081010	'Fournisseurs - Factures non parven	122 658,52	292 598,08	-169 939,56
4081070	AB*EDF-GDF	241 262,00	186 804,95	54 457,05
4081900	'Fournisseurs Groupe - Factures non	1 149 646,51	104 226,83	1 045 419,68
Total 2051/DX - Dettes fournisseurs et comptes rattachés N		8 962 928,56	7 727 099,59	1 235 828,97
TOTAL FOURNISSEURS FACT. NON PARVENUES		8 962 928,56	7 727 099,59	1 235 828,97
TOTAL FOURNISSEURS		23 185 075,92	20 346 319,23	2 838 756,69
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES				
4200000	Comptes Auxiliaires du personnel	42 727,36	44 856,54	-2 129,18
4210000	'Personnel - Rémunérations dues	10 829 247,11	11 843 207,67	-1 013 960,56
4210001	'Personnel - Chèques à refaire	318,20	1 152,26	-834,06
4220000	'Comités d'entreprise		52 556,81	-52 556,81
4281990	'Personnel - Rémunérations des dist	8 125 367,36	8 256 787,68	-131 420,32
4282000	'Personnel - Dettes provisionnées p	15 512 801,38	15 591 445,15	-78 643,77

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
4283500	'Personnel - Primes à payer	1 112 189,79	870 900,11	241 289,68
4286200	'Personnel - Notes de frais à paye		30 194,58	-30 194,58
Total 2051/DY - Dettes fiscales et sociales N		35 622 651,20	36 691 100,80	-1 068 449,60
TOTAL PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES		35 622 651,20	36 691 100,80	-1 068 449,60
SECURITE SOC ET ORGANISMES SOCX				
4310000	'Urssaf	11 682 204,76	8 137 992,00	3 544 212,76
4370000	'Autres organismes - Mutuelles, ret	5 313 152,16	3 843 796,90	1 469 355,26
4376000	'Autres organismes - Médecine du tr	311 445,08	203 410,91	108 034,17
4379000	'Remboursements indemnités de Sécur	6 142,22	2 978,74	3 163,48
4382000	'Organismes sociaux - Charges socia	4 307 307,29	4 238 010,02	69 297,27
4386000	'Autres charges à payer	193 946,03	273 467,49	-79 521,46
Total 2051/DY - Dettes fiscales et sociales N		21 814 197,54	16 699 656,06	5 114 541,48
TOTAL SECURITE SOC ET ORGANISMES SOCX		21 814 197,54	16 699 656,06	5 114 541,48
ETAT ET COLLECTIVITES				
4421000	Prélèvement à la source (impôt sur	280 828,59		280 828,59
4455100	'TVA à décaisser	18 792 823,88	7 632 259,13	11 160 564,75
4457000	'TVA collectée à 5,5 %	1 445,26	1 420,83	24,43
4457100	'TVA collectée à 20.60%	876,71	876,71	
4457101	'TVA collectée sur encaissements à	11 019 423,42	8 229 113,60	2 790 309,82
4458611	TVA sur avoirs non parvenus 19.60%	78 810,56	35 073,05	43 737,51
4458700	'TVA sur factures à établir	1 294 963,22	141 886,38	1 153 076,84
4486330	'Formation professionnelle continue	1 522 880,90	2 356 692,00	-833 811,10
4486340	'Effort construction à payer	2 143 387,17	767 875,20	1 375 511,97
4486350	'Taxe d'apprentissage à payer	404 715,93	1 452 492,06	-1 047 776,13
4486360	'Cotisations handicapés à payer	114 342,34	15 963,99	98 378,35
4486370	'Organic à payer	415 500,00	450 500,00	-35 000,00
4486400	'CET à payer	3 035 782,98	196 770,96	2 839 012,02
Total 2051/DY - Dettes fiscales et sociales N		39 105 780,96	21 280 923,91	17 824 857,05
TOTAL ETAT ET COLLECTIVITES		39 105 780,96	21 280 923,91	17 824 857,05
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		96 542 629,70	74 671 680,77	21 870 948,93
DETtes SUR IMMOBILISATIONS				
FOURNISSEURS IMMOBILISATIONS				
4040000	'Fournisseurs d'immobilisations	114 482,24	132 748,70	-18 266,46
Total 2051/DZ - Dettes sur immobilisations et comptes rattachés N		114 482,24	132 748,70	-18 266,46
TOTAL FOURNISSEURS IMMOBILISATIONS		114 482,24	132 748,70	-18 266,46
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		114 482,24	132 748,70	-18 266,46
AUTRES DETTES				
EMBALLAGES CONSIGNES, RIST A ACC.				
4198000	'Rabais, remises, ristournes et avo	4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10
Total 2051/EA - Autres dettes N		4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10
TOTAL EMBALLAGES CONSIGNES, RIST A ACC.		4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
ASSOCIES COMPTES COURANTS				
4551000	'Associés - Comptes courants	16 942 934,50	4 027 742,98	12 915 191,52
Total 2051/EA - Autres dettes N		16 942 934,50	4 027 742,98	12 915 191,52
TOTAL ASSOCIES COMPTES COURANTS		16 942 934,50	4 027 742,98	12 915 191,52
AUTRES COMPTES CREDITEURS				
4671000	'Créditeurs divers	24 788 947,63	34 578 888,26	-9 789 940,63
Total 2051/EA - Autres dettes N		24 788 947,63	34 578 888,26	-9 789 940,63
TOTAL AUTRES COMPTES CREDITEURS		24 788 947,63	34 578 888,26	-9 789 940,63
TOTAL AUTRES DETTES		46 206 370,13	45 088 408,34	1 117 961,79
COMPTES DE REGULARISATION				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4873100	'Produits constatés d'avance - Dist	242 287,31	922 611,93	-680 324,62
Total 2051/EB - Produits constatés d'avance N		242 287,31	922 611,93	-680 324,62
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		242 287,31	922 611,93	-680 324,62
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION		242 287,31	922 611,93	-680 324,62
TOTAL GÉNÉRAL		149 852 323,64	167 336 916,41	-17 484 592,77

Comptes de produits

SDP - ADREXO

1330 av. Guillibert de la Lauzière
13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Edité le

11/09/2020

Par

Vanessa TATARANNO

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
PRODUCTION VENDUE - FRANCE				
7031000	Ventes de déchets	7 251 867,49	7 266 728,44	-14 860,95
Total 2052/FD - Production de biens vendue, France		7 251 867,49	7 266 728,44	-14 860,95
TOTAL PRODUCTION VENDUE - FRANCE		7 251 867,49	7 266 728,44	-14 860,95
PRODUCTION SERVICES - FRANCE				
7061000	'Prestation de services	1 057 913,77	1 602 352,08	-544 438,31
7063100	Distribution journaux	547 262,91	853 740,14	-306 477,23
7063200	Distribution prospectus	225 224 870,80	249 126 076,46	-23 901 205,66
7063220	Distribution prospectus H.T.	14 848 021,49	15 458 490,92	-610 469,43
7063250	Distribution Adressée	30 095 091,18	24 460 568,45	5 634 522,73
7063300	Transport	3 270 814,54	3 904 145,11	-633 330,57
7063500	Prestations autres médias	5 797,14	2 764 085,96	-2 758 288,82
7065000	Internet autres services	596 773,25	1 261 266,30	-664 493,05
7083000	Locations diverses	28 308,00	14 732,30	13 575,70
7096000	Rabais, Remises et Ristournes accord	-3 491 859,56	-5 518 510,43	2 026 650,87
Total 2052/FG - Production de services vendue, France		272 182 993,52	293 926 947,29	-21 743 953,77
TOTAL PRODUCTION SERVICES - FRANCE		272 182 993,52	293 926 947,29	-21 743 953,77
TOTAL DEFICITS Sté CIVILE DE MOYENS		279 434 861,01	301 193 675,73	-21 758 814,72
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION				
PRODUCTION IMMOBILISEE				
7210000	Prod.immob.incorporelles	475 061,54	582 739,72	-107 678,18
Total 2052/FN - Production Immobilisée N		475 061,54	582 739,72	-107 678,18
TOTAL PRODUCTION IMMOBILISEE		475 061,54	582 739,72	-107 678,18
REPRISES AMORT DEPREC PROV TRANSF CHARGE				
7815000	Reprises sur provisions pour charge	2 453 943,24	2 421 525,00	32 418,24
7815300	Reprise prov. sur engagement de ret	1 351 164,00		1 351 164,00
7815800	Reprises sur autres provisions pou	58 784,48	56 401,36	2 383,12
7817400	Reprises sur provisions pour dépréc	340 193,43	333 479,97	6 713,46
7910000	Transfert de charges d'exploitation	965 387,39	1 249 481,67	-284 094,28
7910025	Transfert de charges d'exploitation	106 498,22	194 269,38	-87 771,16
7910026	Transfert de charges d'exploitation	359 522,40		359 522,40
7910050	Transfert de charges d'exploitation	281 623,30	308 517,80	-26 894,50
7910064	Transfert de charges d'exploitation	966 133,11	874 234,12	91 898,99
7919000	Transferts refacturations internes	609 182,10	928 997,80	-319 815,70
Total 2052/FP - Reprises sur amortissements et provisions, transfert de char		7 492 431,67	6 366 907,10	1 125 524,57
TOTAL REPRISES AMORT DEPREC PROV TRANSF CHARGE		7 492 431,67	6 366 907,10	1 125 524,57

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
AUTRES PRODUITS				
7580000	Autres produits de gestion courante	673 934,00	1 309 601,98	-635 667,98
Total 2052/FQ - Autres produits N		673 934,00	1 309 601,98	-635 667,98
TOTAL AUTRES PRODUITS		673 934,00	1 309 601,98	-635 667,98
TOTAL AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION		8 641 427,21	8 259 248,80	382 178,41
PRODUITS FINANCIERS				
REPRISES SUR PROV DEPREC ET TRANSF CHARGE				
7865000	Reprises sur provisions pour risque		413 932,00	-413 932,00
Total 2052/GM - Reprises sur provisions et transferts de charges N			413 932,00	-413 932,00
TOTAL REPRISES SUR PROV DEPREC ET TRANSF CHARGE			413 932,00	-413 932,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS			413 932,00	-413 932,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
PRODUITS EXCEPT EN CAPITAL				
7752000	Produits des cessions d'immobilisat		787 294,15	-787 294,15
7788000	Produits exceptionnels divers		3 006 045,89	-3 006 045,89
Total 2053/HB - Produits exceptionnels sur opérations en capital N			3 793 340,04	-3 793 340,04
TOTAL PRODUITS EXCEPT EN CAPITAL			3 793 340,04	-3 793 340,04
REPRISES PROV DEPREC & TRANSF DE CHARGES				
7875000	Reprises sur provisions pour risque		14 978,69	-14 978,69
7875001	Rep prov Départs PSE		98 736,37	-98 736,37
7875003	Rep prov Litiges sociaux collectifs	1 247 209,03	2 587 945,00	-1 340 735,97
Total 2053/HC - Reprises sur provisions et transferts de charges N		1 247 209,03	2 701 660,06	-1 454 451,03
TOTAL REPRISES PROV DEPREC & TRANSF DE CHARGES		1 247 209,03	2 701 660,06	-1 454 451,03
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS		1 247 209,03	6 495 000,10	-5 247 791,07
TOTAL GÉNÉRAL		289 323 497,25	316 361 856,63	-27 038 359,38

Comptes de charges

SDP - ADREXO

1330 av. Guillaibert de la Lauzière

13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Edité le

Par

11/09/2020

Vanessa TATARANNO

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
ACHATS				
ACHATS MATIERES PREM & APPROVIS.				
6022200	'Listing	96 695,32	201 486,07	-104 790,75
6091000	'R.R.R. obtenus sur achats	-188 057,91	-187 963,49	-94,42
Total 2052/FU - Achats de matières premières et autres approvisionnements		-91 362,59	13 522,58	-104 885,17
TOTAL ACHATS MATIERES PREM & APPROVIS.		-91 362,59	13 522,58	-104 885,17
TOTAL ACHATS		-91 362,59	13 522,58	-104 885,17
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES				
ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES				
6040100	'Autres impressions	9 800 978,67	10 479 768,41	-678 789,74
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		9 800 978,67	10 479 768,41	-678 789,74
TOTAL ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES		9 800 978,67	10 479 768,41	-678 789,74
MATIERES ET FOURN. NON STOCKEES				
6061000	'Electricité	789 310,73	857 196,50	-67 885,77
6061100	'Eau	35 340,94	47 773,01	-12 432,07
6061200	'Fuel	2 966,67	4 853,33	-1 886,66
6061300	'Gaz	711,62	982,00	-270,38
6061600	'Carburants, lubrifiants	2 925 907,98	2 469 842,13	456 065,85
6063200	'Petites fournitures diverses	341 107,44	230 632,38	110 475,06
6063300	'Matériel non immobilisé	14 260,81	145 608,19	-131 347,38
6063400	'Matériel informatique non immobili	51 964,07	76 676,84	-24 712,77
6064000	'Fournitures administratives non st	305 677,66	363 067,13	-57 389,47
6065000	'Consommation photocopies	61 907,92	55 512,83	6 395,09
6068200	'Vêtements de travail	21 741,17	47 204,30	-25 463,13
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		4 550 897,01	4 299 348,64	251 548,37
TOTAL MATIERES ET FOURN. NON STOCKEES		4 550 897,01	4 299 348,64	251 548,37
SOUS-TRAITANCE GENERALE				
6110000	'Sous-traitance générale	11 222 337,76	12 158 038,12	-935 700,36
6111000	'Sous-traitance - Distribution	9 205 868,37	9 159 014,00	46 854,37
6111040	'Coûts centraux	12 325 776,00	9 647 220,96	2 678 555,04
6112000	'Sous-traitance - Marketing	286 192,12	458 153,33	-171 961,21
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		33 040 174,25	31 422 426,41	1 617 747,84
TOTAL SOUS-TRAITANCE GENERALE		33 040 174,25	31 422 426,41	1 617 747,84
REDEVANCES DE CREDIT-BAIL				
6122000	AB Leasing	2 055 978,56	1 722 890,65	333 087,91
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		2 055 978,56	1 722 890,65	333 087,91

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
TOTAL REDEVANCES DE CREDIT-BAIL		2 055 978,56	1 722 890,65	333 087,91
LOCATIONS				
6132000	'Locations immobilières	9 643 673,10	9 292 567,55	351 105,55
6132001	'Indemnités de résiliation Bail	17 850,83	31 121,29	-13 270,46
6132010	'Locations immobilières courte durée	203 971,96	205 679,40	-1 707,44
6132200	'Autres locations immobilières	89 226,14	118 748,64	-29 522,50
6135200	'Locations - Machine à affranchir	200,01	1 313,42	-1 113,41
6135300	'Locations ponctuelle des véhicules	420 251,19	212 165,40	208 085,79
6135310	'Locations - Photocopieurs	67 268,79	66 026,81	1 241,98
6135320	'Locations longue durée des véhicules	1 850 876,91	1 642 535,35	208 341,56
6135400	'Autres locations mobilières	67 841,09	64 841,40	2 999,69
6135700	'Locations - Chariots élévateurs	1 219 126,67	1 184 569,73	34 556,94
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		13 580 286,69	12 819 568,99	760 717,70
TOTAL LOCATIONS		13 580 286,69	12 819 568,99	760 717,70
CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIETE				
6140000	'Charges locatives	2 135 685,99	1 962 714,88	172 971,11
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		2 135 685,99	1 962 714,88	172 971,11
TOTAL CHARGES LOCATIVES ET COPROPRIETE		2 135 685,99	1 962 714,88	172 971,11
ENTRETIEN ET REPARATIONS				
6152000	'Entretien - Nettoyage locaux	119 191,11	288 541,77	-169 350,66
6152100	'Réparation - Locaux	11 344,77	10 758,56	586,21
6155000	'Entretien et réparations de véhicules	1 682 312,97	1 208 701,26	473 611,71
6155100	'Entretien et réparations autres	701 710,49	671 379,47	30 331,02
6155170	'Entretien sur biens mobiliers : Tr	434 462,66	308 209,14	126 253,52
6156800	'Maintenance - Matériel	311 935,74	412 335,52	-100 399,78
6156810	'Maintenance de logiciel	187 724,60	190 224,06	-2 499,46
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		3 448 682,34	3 090 149,78	358 532,56
TOTAL ENTRETIEN ET REPARATIONS		3 448 682,34	3 090 149,78	358 532,56
PRIMES D'ASSURANCES				
6161000	'Primes d'assurance	695 260,30	761 143,69	-65 883,39
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		695 260,30	761 143,69	-65 883,39
TOTAL PRIMES D'ASSURANCES		695 260,30	761 143,69	-65 883,39
ETUDES ET RECHERCHES				
6170000	'Etudes et recherches	20 001,00	27 890,00	-7 889,00
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		20 001,00	27 890,00	-7 889,00
TOTAL ETUDES ET RECHERCHES		20 001,00	27 890,00	-7 889,00
DIVERS				
6181000	'Documentation	28 105,73	30 981,10	-2 875,37
6281000	'Cotisations diverses	307 703,18	346 852,98	-39 149,80
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		335 808,91	377 834,08	-42 025,17
TOTAL DIVERS		335 808,91	377 834,08	-42 025,17

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PERSONNEL EXTERIEUR A ENTREPRISE				
6211000	'Personnel intérimaire	1 704 955,43	1 525 466,16	179 489,27
6214000	'Personnel détaché ou prêté à l'ent	219 902,69	357 429,79	-137 527,10
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		1 924 858,12	1 882 895,95	41 962,17
TOTAL PERSONNEL EXTERIEUR A ENTREPRISE		1 924 858,12	1 882 895,95	41 962,17
REMUNERATIONS INTERM, HONORAIRES				
6222000	'Commissions et courtages sur vente	99 837,32	3 557,47	96 279,85
6225000	'Commissions sur affecturages	254 403,07	315 129,89	-60 726,82
6226100	'Honoraires commissaire aux comptes	110 565,00	95 301,34	15 263,66
6226200	'Honoraires juridiques		3 091,79	-3 091,79
6226400	'Honoraires de recrutement	1 350,00		1 350,00
6226500	'Autres honoraires	528 356,19	937 444,16	-409 087,97
6226600	'Honoraires d'avocats	3 410,00	166,67	3 243,33
6226800	'Honoraires Ticket Restaurant		381,84	-381,84
6227000	'Frais d'actes et contentieux	1 179,65	3,98	1 175,67
6227100	'Autres frais d'actes	3 765,70	1 914,80	1 850,90
6229000	'Honoraires de formation	11 930,95	115 070,58	-103 139,63
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		1 014 797,88	1 472 062,52	-457 264,64
TOTAL REMUNERATIONS INTERM, HONORAIRES		1 014 797,88	1 472 062,52	-457 264,64
PUBLICITE, RELATIONS EXTERIEURES				
6231000	'Annonces recrutement	62 562,88	81 164,81	-18 601,93
6231100	'Annonces et insertions	155,63	4 555,39	-4 399,76
6233000	'Foire et Expositions	1 800,00	4 099,00	-2 299,00
6234100	'Cadeaux salariés	802,31	4 079,57	-3 277,26
6237000	'Frais de publicité	485 042,76	516 164,81	-31 122,05
6238000	'Pourboirs, dons courants		5 000,00	-5 000,00
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		550 363,58	615 063,58	-64 700,00
TOTAL PUBLICITE, RELATIONS EXTERIEURES		550 363,58	615 063,58	-64 700,00
TRANSPORTS BIENS ET DU PERSONNEL				
6243000	'Transport journaux	374,99	211 813,26	-211 438,27
6244000	'Transports de documents	7 489 946,39	8 444 801,71	-954 855,32
6248000	'Autres frais de port	1 114 262,25	1 265 636,63	-151 374,38
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		8 604 583,63	9 922 251,60	-1 317 667,97
TOTAL TRANSPORTS BIENS ET DU PERSONNEL		8 604 583,63	9 922 251,60	-1 317 667,97
DEPLACTS, MISSIONS ET RECEPTIONS				
6251000	'I.K. Forfait.	13 643 868,29	14 436 040,62	-792 172,33
6251100	'I.K. sur justifs	256 521,04	293 519,09	-36 998,05
6251200	'Voyages et déplacements - Carburant	6 144,28	21 326,81	-15 182,53
6251300	'Voyages et déplacements - Autres f	548 303,69	540 914,75	7 388,94
6251400	'Voyages et déplacements : Billets	387 742,70	544 681,20	-156 938,50
6251600	'Voyages et déplacements - Options	-64 818,14	-48 579,33	-16 238,81
6251900	'Voyages et déplacements - Hotels,	805 917,19	1 028 670,91	-222 753,72

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
6251991	'Provisions sur IK distributeurs	3 957,52	301 507,01	-297 549,49
6251992	'Provisions sur frais professionnel	-273,24	122,92	-396,16
6255000	'Frais de déménagement	10 368,30	8 215,96	2 152,34
6256000	Déplacements hotels, restaurants		153,22	-153,22
6256100	'Location de salles	19 529,36	26 999,29	-7 469,93
6257000	'Frais de réception	77 822,40	199 057,19	-121 234,79
6259000	'Refacturation interne	609 207,10	928 997,80	-319 790,70
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		16 304 290,49	18 281 627,44	-1 977 336,95
TOTAL DEPLACTS, MISSIONS ET RECEPTIONS		16 304 290,49	18 281 627,44	-1 977 336,95
FRAIS POSTAUX, TELECOMMUNICATIONS				
6261000	'Frais postaux - Machine à affranch		315,88	-315,88
6261800	'Frais postaux - Divers	82 410,99	116 311,96	-33 900,97
6262000	'Frais de télécommunications - Tété	837 901,59	853 581,46	-15 679,87
6262500	'Frais de télécommunications - Inte	7 117,42	14 401,42	-7 284,00
6262800	'Frais de télécommunications - Tété	105 023,39	163 326,48	-58 303,09
6262810	Autres téléphone portables	283,75	172,32	111,43
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		1 032 737,14	1 148 109,52	-115 372,38
TOTAL FRAIS POSTAUX, TELECOMMUNICATIONS		1 032 737,14	1 148 109,52	-115 372,38
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES				
6270000	'Services bancaires et assimilés	44 474,35	64 863,41	-20 389,06
Total 2052/FW - Autres achats et charges externes N		44 474,35	64 863,41	-20 389,06
TOTAL SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		44 474,35	64 863,41	-20 389,06
TOTAL AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES		99 139 858,91	100 350 609,55	-1 210 750,64
IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES				
IMPOTS & TAXES SUR REMUNERATIONS				
6333000	'Participation des employeurs à la	2 148 244,50	2 216 497,08	-68 252,58
6334000	'Participation des employeurs à l'e	-33 139,83	27 100,20	-60 240,03
6335000	'Taxe d'apprentissage	409 559,87	1 440 113,93	-1 030 554,06
6336000	'Cotisations handicapés	98 378,35	11 817,65	86 560,70
Total 2052/FX - Impôts, taxes et versements assimilés N		2 623 042,89	3 695 528,86	-1 072 485,97
TOTAL IMPOTS & TAXES SUR REMUNERATIONS		2 623 042,89	3 695 528,86	-1 072 485,97
AUTRES IMPOTS ET TAXES				
6351100	'CET	3 615 730,37	4 085 269,35	-469 538,98
6351400	'Taxe sur vehicules de société	70 308,69	80 790,18	-10 481,49
6354100	'Droits d'enregistrement	1 017,63	13 478,04	-12 460,41
6371000	'Contribution sociale de solidarité	415 305,00	436 729,00	-21 424,00
6378000	'Autres taxes	654,55	3 487,72	-2 833,17
Total 2052/FX - Impôts, taxes et versements assimilés N		4 103 016,24	4 619 754,29	-516 738,05
TOTAL AUTRES IMPOTS ET TAXES		4 103 016,24	4 619 754,29	-516 738,05
TOTAL IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES		6 726 059,13	8 315 283,15	-1 589 224,02

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES DE PERSONNEL				
SALAIRES ET TRAITEMENTS				
6411000	'Salaires	149 782 973,81	154 907 277,06	-5 124 303,25
6411200	'Minimum garanti pour distributeur	207 480,91	253 211,74	-45 730,83
6411210	'Régul.modulation distributeur	2 362 518,12	3 070 503,23	-707 985,11
6411300	'Complément Maladie	481 562,87	527 770,69	-46 207,82
6411985	'Provisions rémunérations distribut	-24 902,96	388 316,23	-413 219,19
6411986	'Provisions brut distributeurs	-112 448,34	1 754 360,20	-1 866 808,54
6411987	'Provisions forfait distributeurs	2 246,70	1 458,81	787,89
6412000	'Provisions pour congés payés	-78 643,78	-5 381,06	-73 262,72
6413000	'Primes	5 359 488,24	6 322 040,60	-962 552,36
6413100	'Prime d'ancienneté	5 115 449,92	5 385 633,51	-270 183,59
6413110	'Primes Time sur Adrexo		167,50	-167,50
6413500	'Provisions primes	159 574,94	-83 083,27	242 658,21
6414000	'Indemnités non soumises	1 411 579,76	1 989 839,31	-578 259,55
6414100	'Indemnités de départ à la retraite	224 200,09	249 159,12	-24 959,03
6414200	'Indemnités Diverses Soumises	20 599,70	233 876,34	-213 276,64
6414400	'Indem.de préparateur à domicile	361 491,42	433 585,99	-72 094,57
6414500	'Avantages en nature	-225 597,38	-253 130,19	27 532,81
6419000	'Salaires réaffectés	-1 080 897,25	-1 873 348,83	792 451,58
Total 2052/FY - Salaires et traitements N		163 966 676,77	173 302 256,98	-9 335 580,21
TOTAL SALAIRES ET TRAITEMENTS		163 966 676,77	173 302 256,98	-9 335 580,21
CHARGES SOCIALES				
6451000	'Cotisations à l'Urssaf	43 866 709,53	53 749 940,03	-9 883 230,50
6451100	'Cotisations pour allègement Fillon	-23 157 610,92	-30 274 944,99	7 117 334,07
6452000	'Cotisations aux mutuelles	2 273 327,43	2 274 347,86	-1 020,43
6453100	'Cotisations aux caisses de retrait	4 290 883,92	10 739 972,42	-6 449 088,50
6454000	'Cotisations aux Assedic	5 747 115,27	7 139 135,48	-1 392 020,21
6458000	'Cotisations aux caisses de prévoya	851 594,87	882 713,64	-31 118,77
6459000	'Charges sociales sur congés payés	69 297,27	35 757,57	33 539,70
6459100	'Charges sociales sur autres chges	64 809,41	-49 946,07	114 755,48
6459200	'Charges sociales sur salaires réaf	-451 905,08	-640 355,62	188 450,54
6472000	'Versements aux comité d'entreprise	1 389 843,14	1 430 821,83	-40 978,69
6475000	'Médecine du travail, pharmacie	1 587 465,55	1 467 638,21	119 827,34
6477000	'Tickets restaurants		56 774,16	-56 774,16
6477100	'Subvention Restaurant d'entreprise	30 058,84	32 814,74	-2 755,90
Total 2052/FZ - Charges sociales N		36 561 589,23	46 844 669,26	-10 283 080,03
TOTAL CHARGES SOCIALES		36 561 589,23	46 844 669,26	-10 283 080,03
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL				
6481000	'Autres charges de personnel - refa	89 454,29	40 887,44	48 566,85
6482000	'Autres charges de personnel - DI n	342 372,08	235 453,57	106 918,51
6491000	'CICE	-0,04	-9 322 935,00	9 322 934,96
Total 2052/FZ - Charges sociales N		431 826,33	-9 046 593,99	9 478 420,32

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
TOTAL AUTRES CHARGES DE PERSONNEL		431 826,33	-9 046 593,99	9 478 420,32
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL		200 960 092,33	211 100 332,25	-10 140 239,92
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS				
6811120	*Dotations aux amortissements des I	2 999 669,87	3 144 882,28	-145 212,41
6811160	*Dotation amortissement subventions	937 500,00	937 500,00	
6811240	*Dotations aux amortissements du ma	422 105,64	431 566,04	-9 460,40
6811250	*Dotations aux amortissements des I	445 920,05	463 556,45	-17 636,40
6811260	*Dotations aux amortissements du ma	263,65		263,65
6811270	*Dotations aux amortissements du ma	237 256,90	321 138,84	-83 881,94
6811280	*Dotations aux amortissements du mo	3 207,61	3 795,19	-587,58
Total 2052/GA - Dotations d'exploitation sur immobilisations, dotations aux a		5 045 923,72	5 302 438,80	-256 515,08
TOTAL AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS		5 045 923,72	5 302 438,80	-256 515,08
DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT				
6817400	*Dotations aux provisions pour dépr	159 208,86	465 693,01	-306 484,15
Total 2052/GC - Dotations d'exploitation sur actif circulant, dotations aux pro		159 208,86	465 693,01	-306 484,15
TOTAL DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT		159 208,86	465 693,01	-306 484,15
PROVISIONS				
6815000	*Dotations aux provisions pour liti	1 821 824,40	1 976 460,00	-154 635,60
6815200	*Dotations aux provisions pour liti	45 000,00		45 000,00
6815300	*Dotations aux provisions pour enga		746 056,00	-746 056,00
6815800	*Dotations aux autres provisions po	94 995,00	58 784,48	36 210,52
Total 2052/GD - Dotations d'exploitation pour risques et charges, dotations ai		1 961 819,40	2 781 300,48	-819 481,08
TOTAL PROVISIONS		1 961 819,40	2 781 300,48	-819 481,08
TOTAL DOTATIONS D'EXPLOITATION		7 166 951,98	8 549 432,29	-1 382 480,31
AUTRES CHARGES				
CHARGES DIV DE GESTION COURANTE				
6541500	*Pertes sur créances irrécouvrables	2 361,25	-22 903,80	25 265,05
6544500	*Pertes sur créances irrécouvrables	227 872,27	293 071,08	-65 198,81
6580000	*Charges diverses de gestion couran	2 856 373,41	2 100 074,95	756 298,46
Total 2052/GE - Autres charges N		3 086 606,93	2 370 242,23	716 364,70
TOTAL CHARGES DIV DE GESTION COURANTE		3 086 606,93	2 370 242,23	716 364,70
TOTAL AUTRES CHARGES		3 086 606,93	2 370 242,23	716 364,70
CHARGES FINANCIERES				
DOTATIONS SUR AMORT DEPREC ET PROVISIONS				
6865000	Dotations aux provisions pour risqu	520 212,00		520 212,00
6866000	*Dotations aux provisions pour dépr	10 000 000,00		10 000 000,00
Total 2052/GQ - Dotations financières aux amortissements et provisions N		10 520 212,00		10 520 212,00
TOTAL DOTATIONS SUR AMORT DEPREC ET PROVISIONS		10 520 212,00		10 520 212,00

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES				
6611700	'Intérêts sur participations	2 491,53	4 351,19	-1 859,66
6615000	'Intérêts des comptes courants	170 340,25	127 255,99	43 084,26
6616000	'Agios bancaires	235 277,20	209 457,46	25 819,74
6680000	'Autres charges financières	324 388,47	343 332,28	-18 943,81
Total 2052/GR - Intérêts et charges assimilées N		732 497,45	684 396,92	48 100,53
TOTAL INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		732 497,45	684 396,92	48 100,53
TOTAL CHARGES FINANCIERES		11 252 709,45	684 396,92	10 568 312,53
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
CHARGES EXCEPT DE GESTION				
6712000	'Pénalités, amendes fiscales et pén	37 540,49	66 293,01	-28 752,52
6718802	'Charges Autres Départs	470 556,99	1 213 464,30	-742 907,31
6718803	'Charges Litiges sociaux collectifs	1 451 108,10	1 313 614,98	137 493,12
Total 2053/HE - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion N		1 959 205,58	2 593 372,29	-634 166,71
TOTAL CHARGES EXCEPT DE GESTION		1 959 205,58	2 593 372,29	-634 166,71
CHARGES EXCEPT EN CAPITAL				
6752000	'Valeurs comptables des éléments d'		787 148,82	-787 148,82
Total 2053/HF - Charges exceptionnelles sur opérations en capital N			787 148,82	-787 148,82
TOTAL CHARGES EXCEPT EN CAPITAL			787 148,82	-787 148,82
DOT EXCEPT AUX AMORT DEPREC & PROVISIONS				
6872500	'Dotations aux amortissements dérog	18 006,00		18 006,00
6875003	'Dot prov Litiges sociaux collectif	725 130,00	1 209 400,00	-484 270,00
Total 2053/HG - Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		743 136,00	1 209 400,00	-466 264,00
TOTAL DOT EXCEPT AUX AMORT DEPREC & PROVISIONS		743 136,00	1 209 400,00	-466 264,00
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		2 702 341,58	4 589 921,11	-1 887 579,53
IMPOTS SUR LES BENEFICES				
IMPOTS SUR LES BENEFICES				
6989000	'Intégration fiscale - Produits	-8 124,00		-8 124,00
Total 2053/HK - Impôt sur les bénéfices N		-8 124,00		-8 124,00
TOTAL IMPOTS SUR LES BENEFICES		-8 124,00		-8 124,00
TOTAL IMPOTS SUR LES BENEFICES		-8 124,00		-8 124,00
TOTAL GÉNÉRAL		330 935 133,72	335 973 740,08	-5 038 606,36

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Adrexo

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
480, avenue du Prado
CS 90021
13272 Marseille cedex 8
S.A. au capital de € 5 497 100

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
Immeuble Le Calypso
Quartier Euromed
48, quai du Lazaret
13002 Marseille
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Adrexo

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société Adrexo,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Adrexo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 15 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

■ Motivation de la réserve

A la clôture de l'exercice, un produit à recevoir de M€ 4 a été enregistré au titre de la procédure indemnitaire opposant la société Système U à votre société, mentionné dans la note « Evaluation des dettes et des créances » de l'annexe des comptes annuels, correspondant à la sollicitation par votre société d'une réparation liée à la marge brute perdue à la suite du non-respect du préavis de fin de relation contractuelle. Les éléments mis à notre disposition ne permettent pas d'établir le caractère certain de ce produit à la date d'arrêt des comptes, et par conséquent de justifier son enregistrement dans les comptes annuels au 31 décembre 2019. En conséquence, les créances clients - factures à établir sont surévaluées de M€ 4 et le résultat net de l'exercice est surévalué de ce même montant.

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans les notes « Continuité d'exploitation » et « Evénements post clôture » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans les parties « Fondement de l'opinion avec réserve » et « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Provisions pour risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité, tels que décrits dans les notes « Provisions pour risques et charges » et « Engagements de retraite » de l'annexe aux comptes annuels.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier l'analyse des processus mis en place par votre société pour identifier et évaluer les risques ainsi que l'examen de la situation des principaux litiges, à revoir les calculs actuariels effectués pour les engagements de retraite, et à vérifier que ces notes de l'annexe aux comptes annuels donnent une information appropriée.

■ Immobilisations financières

Les titres de participation figurant au bilan sont évalués au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations financières et comptes courants » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction au 31 décembre 2019, reposant sur un budget à 3 ans, à revoir les calculs effectués par votre société, à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que cette note de l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence des points décrits dans les parties « Fondement de l'opinion avec réserve » et « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 15 septembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

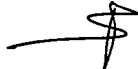
- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 15 septembre 2020

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

 Signature
numérique de
Pierre-Laurent
Soubra

Pierre-Laurent Soubra

ERNST & YOUNG et Autres



Camille de Guillebon

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	7 500 000	2 034 247	5 465 753	6 403 253
Concessions, brevets et droits similaires	26 294 328	22 283 377	4 010 951	5 354 676
Fonds commercial	37 381 123	37 381 121	2	2
Autres immobilisations incorporelles	15 000		15 000	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	267 521	267 521		
Installations techniques, matériel, outillage	6 669 992	5 824 470	845 522	1 263 600
Autres immobilisations corporelles	16 749 768	15 111 185	1 638 583	1 904 932
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	67 376 127	12 914 212	54 461 915	64 461 915
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	5 127 379		5 127 379	4 359 503
Autres immobilisations financières	2 125 208		2 125 208	2 237 295
ACTIF IMMOBILISE	169 506 446	95 816 132	73 690 314	85 985 176
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 132 532		1 132 532	743 111
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	49 210 110	1 756 369	47 453 742	51 443 711
Autres créances	25 445 259		25 445 259	28 437 728
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 639 670		1 639 670	313 961
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	490 807		490 807	413 229
ACTIF CIRCULANT	77 918 378	1 756 369	76 162 009	81 351 741
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	247 424 824	97 572 500	149 852 324	167 336 916

Rubriques		31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé : 41 318 176)	41 318 176	41 318 176
Primes d'émission, de fusion, d'apport		8 181 824	8 181 824
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)			
Report à nouveau		-39 674 169	-20 062 286
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-41 611 636	-19 611 883
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		18 006	
CAPITAUX PROPRES		-31 767 800	9 825 831
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		4 730 478	5 803 465
Provisions pour charges		8 216 820	9 047 772
PROVISIONS		12 947 298	14 851 237
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 346 036	1 436 515
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		35 945	61 565
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		23 185 076	20 346 319
Dettes fiscales et sociales		96 542 630	74 671 681
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		114 482	132 749
Autres dettes		46 206 370	45 088 408
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		242 287	922 612
DETTES		168 672 826	142 659 849
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		149 852 324	167 336 916

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2019

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	7 251 867		7 251 867	7 266 728
Production vendue de services	272 182 994		272 182 994	293 926 947
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	279 434 861		279 434 861	301 193 676
Production stockée				
Production immobilisée			475 062	582 740
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			7 492 432	6 366 907
Autres produits			673 934	1 309 602
PRODUITS D'EXPLOITATION			288 076 288	309 452 925
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-91 363	13 523
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			99 139 859	100 350 610
Impôts, taxes et versements assimilés			6 726 059	8 315 283
Salaires et traitements			163 966 677	173 302 257
Charges sociales			36 993 416	37 798 075
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 045 924	5 302 439
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			159 209	465 693
Dotations aux provisions			1 961 819	2 781 300
Autres charges			3 086 607	2 370 242
CHARGES D'EXPLOITATION			316 988 207	330 699 422
RESULTAT D'EXPLOITATION			-28 911 918	-21 246 498
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				413 932
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				413 932
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			10 520 212	
Intérêts et charges assimilées			732 497	684 397
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			11 252 709	684 397
RESULTAT FINANCIER			-11 252 709	-270 465
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-40 164 628	-21 516 962

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		3 793 340
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 247 209	2 701 660
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 247 209	6 495 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 959 206	2 593 372
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		787 149
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	743 136	1 209 400
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 702 342	4 589 921
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 455 133	1 905 079
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-8 124	
TOTAL DES PRODUITS	289 323 497	316 361 857
TOTAL DES CHARGES	330 935 134	335 973 740
BENEFICE OU PERTE	-41 611 636	-19 611 883

Faits significatifs, règles et méthodes comptables

FAITS SIGNIFICATIFS

Financements de HOPPS GROUP

GDP Vendôme

En date du 28 mars 2019, des discussions entre HOPPS Group et GDP VENDOME ont abouti à la rédaction et à la finalisation d'un contrat d'émission d'obligations simples privées par HOPPS GROUP pour un montant total maximum en principal de vingt millions neuf cent mille euros (EUR 20.900.000).

Le 4 avril 2019, une première émission pour un montant de dix millions neuf cent mille euros (EUR 10.900.000) a été réalisée.

Une seconde émission pour un montant de dix millions d'euros (EUR 10.000.000) a été réalisée le 23 mai 2019.

En contrepartie de la signature de ce contrat, le Groupe GDP Vendôme par l'intermédiaire de la SARL GDP Invest a acquis 5.68% des droits de vote et 5% des droits financiers de HOPPS Group à la SAS de l'Aubrac.

Pool Bancaire CEPAC Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence

Le 31 juillet 2019 un contrat de prêt de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000) a été signé avec la Caisse d'Epargne CEPAC et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence destiné à financer les besoins généraux d'exploitation de la Société et certaines de ses filiales. Celui-ci est principalement garanti par une sûreté prise sur le bâtiment du siège social.

Moratoire avec le CIRI

Le 17 octobre 2019 un moratoire d'un montant de 27 996 044 euros relatif aux dettes sociales (URSSAF part patronale) et fiscales (TVA) du groupe a été signé sous l'égide du Comité Interministériel de Restructuration Industrielle (CIRI).

A la date du 31 décembre 2019, le groupe avait remboursé la somme de 3 695 436 euros.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants exprimés sont en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

Depuis le 1^{er} Janvier 2005 est appliqué le règlement CRC 2002-10, relatif à l'avis sur l'amortissement et à la dépréciation sur les actifs. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC.

Concernant les fonds de commerce une provision peut être constatée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés d'après la durée d'utilisation prévue suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC :

	Durée	Méthode
Logiciels inférieurs à 15 000 euros	--> 1 an	Linéaire
Logiciels supérieurs à 15 000 euros	--> 5 ans	Linéaire
Logiciels développés en interne	--> 3 ans	Linéaire

Les fonds de commerce ne sont plus amortis depuis le premier janvier 2005.

Concernant les fonds de commerce, une provision peut être constituée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable. Cette valeur économique est déterminée sur la base d'une estimation des flux futurs de trésorerie.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 05-15 du CNC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

Les modes et durées sont les suivantes :

	Durée	Méthode
Construction	--> 20 ans	Linéaire
Agencements techniques	--> 5 à 8 ans	Linéaire
Matériel technique	--> 5 à 8 ans	Linéaire
Véhicules	--> 3 à 5 ans	Linéaire
Autres matériels et mobiliers	--> 3 à 8 ans	Linéaire

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET COMPTES COURANTS

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur des avantages futurs de la société est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence pour les titres de participations et les comptes courants.

Dans la mesure où un indice de perte de valeur est survenu, un test de dépréciation a été réalisé dans le cadre de la clôture annuelle au 31 décembre 2019. Ce test de dépréciation a été réalisé pour la filiale Adrexo Productions et repose sur des données prévisionnelles sur la base d'un budget à 3 ans et sur des hypothèses reposant sur des estimations faites par le management au moment de la clôture.

La société Adrexo a constaté dans ses comptes sociaux au 31 décembre 2019 une provision pour dépréciation des titres de participation d'un montant de 10 000 K€.

EVALUATION DES DETTES ET DES CREANCES

Les dettes et les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

L'ensemble du poste client est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs milliers de clients.

Elles font l'objet d'une provision en fonction de leur risque d'irrecouvrabilité. Ce risque est apprécié en prenant en considération le risque spécifique lié au client et l'antériorité de la créance.

La société ADREXO a enregistré au 31 décembre 2019 une facture à établir de 4 M€ suite à la procédure indemnitaire avec la société SYSTÈME U. Par assignation du 25 avril 2019, ADREXO a saisi le Tribunal de Commerce de Paris visant à demander une indemnisation suite au non respect du préavis de SYSTÈME U interrompant, sa relation commerciale au bout de 18 ans, ce qui représentait un chiffre d'affaires annuel moyen de 9 M€.

Pénalité de retard 1% logement

Adrexo est assujetti à la contribution effort-construction à hauteur de 0,45% des rémunérations de l'exercice précédent et versait cette somme à un organisme collecteur agréé jusqu'en 2017. Pour les exercices 2018 et 2019, la société a comptabilisé les contributions pour un montant de 2,1 M€ mais n'a pas décaissé ces sommes. Au regard de la situation financière de la société Adrexo et du contexte économique actuel, Adrexo a pris contact avec l'organisme collecteur qui nous a assuré que seule l'Administration Fiscale peut imposer le versement de pénalités de retard et que cette sanction n'a encore jamais été infligée à une entreprise en difficultés financière. En conséquence, aucune provision pour pénalités de retard a été provisionnée au 31 décembre 2019 concernant le non-versement de l'effort construction.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables du règlement CRC 00-06.

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les mouvements correspondent aux litiges nés ou dénoués sur l'exercice.

Les provisions pour risques et charges comprennent la provision au titre du plan de départs volontaires, évaluée sur la base d'une estimation des départs attendus et en application des conditions négociées avec les partenaires sociaux.

PROVISION POUR RETRAITE

La société comptabilise ses provisions pour indemnités de fin de carrière dans les comptes sociaux.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Le détail de la rémunération des mandataires sociaux n'est pas indiqué pour des raisons de confidentialité car cela reviendrait à donner des informations nominatives.

CONTINUITE D'EXPLOITATION

Les prévisions de trésorerie sur 12 mois sont basées sur la réalisation d'un budget 2020 et sont revues en permanence par la politique de financement du Groupe Hopps à l'égard de ses filiales et repose sur :

- des mesures conservatoires et d'économies.

- d'une gestion optimisée du besoin en fonds de roulement.
- du recours, le cas échéant, à des moyens de financement à court terme de type affacturage ou crédit bail.
- de l'étude de tout autre moyen de financement tel que le crédit bancaire.
- La recherche de fonds auprès d'investisseurs.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation au regard de la situation prévisionnelle de trésorerie sur les prochains 12 mois et sur le soutien financier accordé par la société HOPPS Group à l'égard de la société Adrexo et confirmé par une lettre de soutien financier.

Malgré les refinancements du groupe obtenus en 2019 (cf. note faits significatifs), sous l'égide du CIRI (Comité Interministériel Restructuration Industrielle) et en 2020 (cf. note Evénements Post Clôture Adrexo), les effets de la crise liée au Covid 19 font peser une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. Ainsi en cas d'évolution défavorable, la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. Toutefois, à ce jour les discussions finalisées avec le CIRI permettent d'envisager le paiement des nouvelles dettes sociales et fiscales contractées pendant la crise liée au COVID 19 sur une durée de 3 mois et feront ensuite l'objet d'un nouvel examen visant à mettre en place un moratoire définitif pour une durée de 36 mois. Ces éléments nous permettent de penser que la continuité de l'entreprise pourrait donc être assurée dans les conditions normales d'exploitation.

La Commission Départementale des Chefs des Services Financiers a ainsi accordé le 4 Aout 2020 un plan provisoire d'un montant de 13 197 760 euros, des dettes sociales dues par la société Adrexo de Janvier à fin Mai 2020, échelonné selon 3 mensualités de 45 558 € du 15/08/20 au 15/10/20, le solde de 13 061 086,76 € fera l'objet d'un nouvel examen.

Notes relatives au bilan

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	7 500 000		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	62 019 505		1 670 945
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	267 521		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 665 964		4 028
Installations générales, agenc., aménag.	8 075 183		341 976
Matériel de transport	92 089		2 221
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 162 197		76 103
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 262 954		424 327
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	67 376 127		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 596 798		941 685
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	73 972 925		941 685
TOTAL GENERAL	166 755 384		3 036 958

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			7 500 000	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			63 690 450	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			267 521	
Installations techn., matériel et outillages ind.			6 669 992	
Installations générales, agencements divers			8 417 159	
Matériel de transport			94 310	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			8 238 299	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			23 687 281	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			67 376 127	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		285 895	7 252 587	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		285 895	74 628 714	
TOTAL GENERAL		285 895	169 506 446	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	1 096 747	937 500		2 034 247
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 664 827	2 999 670		59 664 497
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	267 521			267 521
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 402 364	422 106		5 824 470
Installations générales, agenc. et aménag. divers	6 588 186	445 920		7 034 106
Matériel de transport	92 089	264		92 353
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 744 262	240 465		7 984 726
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 094 422	1 108 754		21 203 176
TOTAL GENERAL	77 855 996	5 045 924		82 901 920

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre	18 006				18 006
TOTAL	18 006				18 006

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		18 006		18 006
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES		18 006		18 006
Provisions pour litiges	5 674 681	2 591 954	3 701 152	4 565 483
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	9 047 772	520 212	1 351 164	8 216 820
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	128 784	94 995	58 784	164 995
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	14 851 237	3 207 161	5 111 101	12 947 298
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	2 914 212	10 000 000		12 914 212
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	1 937 353	159 209	340 193	1 756 369
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	4 851 565	10 159 209	340 193	14 670 581
TOTAL GENERAL	19 702 802	13 384 376	5 451 294	27 635 884
Dotations et reprises d'exploitation		2 121 028	4 204 085	
Dotations et reprises financières		10 520 212		
Dotations et reprises exceptionnelles		743 136	1 247 209	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	5 127 379		5 127 379
Autres immobilisations financières	2 125 208		2 125 208
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	49 210 110	49 210 110	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	407 505	407 505	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	354	354	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	4 471 534	4 471 534	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	10 352 646	10 352 646	
Groupe et associés	9 318 713	9 318 713	
Débiteurs divers	894 507	894 507	
Charges constatées d'avance	490 807	490 807	
TOTAL GENERAL	82 398 764	75 146 177	7 252 587

Montant des prêts accordés en cours d'exercice 767 876

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 346 036	2 346 036		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	35 945	2 456	33 489	
Fournisseurs et comptes rattachés	23 185 076	23 185 076		
Personnel et comptes rattachés	35 622 651	35 622 651		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 814 198	21 814 198		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	31 188 343	31 188 343		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	7 917 438	7 917 438		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	114 482	114 482		
Groupe et associés	16 942 935	16 942 935		
Autres dettes	29 263 436	29 263 436		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	242 287	242 287		
TOTAL GENERAL	168 672 826	168 639 337	33 489	

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	*Clients - Factures à établir	5 618 494,10	23 639,72	5 594 854,38
4181900	*Clients Groupe - Factures à établir	2 151 285,23	827 678,60	1 323 606,63
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		7 769 779,33	851 318,32	6 918 461,01
AUTRES CREANCES				
4098000	*Rabais, remises, ristournes à obtenir	472 863,38	210 438,28	262 425,10
4487000	*Etat, produit à recevoir	10 352 646,23	10 359 967,21	-7 320,98
TOTAL AUTRES CREANCES		10 825 509,61	10 570 405,49	255 104,12
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		18 595 288,94	11 421 723,81	7 173 565,13

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4081000	*Fournisseurs - Factures non parven	7 281 947,21	6 909 614,28	372 332,93
4081006	Fournisseurs factures non reçues lo	167 414,32	233 855,45	-66 441,13
4081010	*Fournisseurs - Factures non parven	122 658,52	292 598,08	-169 939,56
4081070	AB*EDF-GDF	241 262,00	186 804,95	54 457,05
4081900	*Fournisseurs Groupe - Factures non	1 149 646,51	104 226,83	1 045 419,68
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		8 962 928,56	7 727 099,59	1 235 828,97
AUTRES DETTES				
4198000	*Rabais, romises, ristournes et avo	4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10
TOTAL AUTRES DETTES		4 474 488,00	6 481 777,10	-2 007 289,10
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4281990	*Personnel - Rémunérations des dist	8 125 367,36	8 256 787,68	-131 420,32
4282000	*Personnel - Dettes provisionnées p	15 512 801,38	15 591 445,15	-78 643,77
4283500	*Personnel - Primes à payer	1 112 189,79	870 900,11	241 289,68
4286200	*Personnel - Notes de frais à paye		30 194,58	-30 194,58
4382000	*Organismes sociaux - Charges socia	4 307 307,29	4 238 010,02	69 297,27
4386000	*Autres charges à payer	193 946,03	273 467,49	-79 521,46
4486330	*Formation professionnelle continue	1 522 880,90	2 356 692,00	-833 811,10
4486340	*Effort construction à payer	2 143 387,17	767 875,20	1 375 511,97
4486350	*Taxe d'apprentissage à payer	404 715,93	1 452 492,06	-1 047 776,13
4486360	*Cotisations handicapés à payer	114 342,34	15 963,99	98 378,35
4486370	*Organic à payer	415 500,00	450 500,00	-35 000,00
4486400	*CET à payer	3 035 782,98	196 770,96	2 839 012,02
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		36 888 221,17	34 501 099,24	2 387 121,93
TOTAL CHARGES A PAYER		50 325 637,73	48 709 975,93	1 615 661,80

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2019

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	'Charges constatées d'avance	490 807,49	413 228,59	77 578,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		490 807,49	413 228,59	77 578,90
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4873100	'Produits constatés d'avance - Dist	-242 287,31	-922 611,93	680 324,62
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-242 287,31	-922 611,93	680 324,62

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 582 386			20
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques

Entreprises liées Participations

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles
Participations
Créances rattachées à des participations
Prêts
Autres titres immobilisés
Autres immobilisations financières

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes
Créances clients et comptes rattachés 4 293 341
Autres créances
Capital souscrit appelé, non versé
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités

DETTES

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
Emprunts et dettes financières divers
Avances et acomptes reçus sur commandes
Dettes fournisseurs et comptes rattachés 2 740 260
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés
Autres dettes 16 942 935

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits de participations
Autres produits financiers 170 340
Charges financières

Notes relatives au compte de résultat

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES ET AMENDES	37 540	6712000
CHARGES AUTRES DEPARTS	470 557	6718802
CHARGES LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	1 451 108	6718803
DOTATION PROVISION LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	725 130	6870003
DOTATION AMORTISSEMENT DEROGATOIRE	18 006	6872500

TOTAL	2 702 342
-------	-----------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
REPRISE SUR PROVISIONS LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	1 247 209	7870003

TOTAL	1 247 209
-------	-----------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION	965 387	7910000
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION ASSURANCE	281 623	7910050
TRANSFERT CHARGES PERSONNEL	966 133	7910064
TRANSFERT CHARGES EXPLOITATION FORMATION	106 498	7910025
TRANSFERT CHARGES EXPLITATION AFEST	359 522	7910026
TRANSFERT REFACTURATION INTERNE	609 182	7919000

TOTAL

3 288 347

Autres informations

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Déclaration au 31/12/2019

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
HOPPS 1330 AV.GUILIBERT DE LA LAUZIERE 13592 AIX EN PCE	SAS	22 402 432	100,00 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	397	
AGENTS DE MAITRISE	258	
EMPLOYES	6 637	
TOTAL		7 292

Engagements Hors bilan

Garantie à première demande à durée déterminée et renouvelable donnée par la SMC en faveur de Total Marketing services. La SMC se porte garant d'Hopps et d'Adrexo à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de 215 000 €.

Cet engagement est pris pour un an à compter du 20 avril 2017, il est renouvelable pour la même durée de validité par tacite reconduction. Un nantissement en compte à terme d'un montant de 215 000 € a été constitué.

Seconde garantie à première demande à durée déterminée et renouvelable donnée par la SMC en faveur de Total Marketing services. La SMC se porte garant d'Hopps et d'Adrexo à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de 215 000 €.

Cet engagement est pris pour un an à compter du 16 novembre 2018, il est renouvelable pour la même durée de validité par tacite reconduction. Un nantissement en compte à terme d'un montant de 215 000 € a été constitué.

Acte de cautionnement signé le 6 octobre 2019 par Hopps en faveur de la société Bulteau, fournisseur de machines et consommables d'emballage, à hauteur de 100 000 €HT pour les engagements souscrits par Adrexo, Adrexo Productions et Dispeo entre le 6 octobre 2019 et le 6 octobre 2020.

Acte de cautionnement signé le 1er octobre 2019 par Hopps en faveur des sociétés IPS, Rotocolor et Finance Offset typo, imprimeurs, à hauteur de 500 000 €HT pour les engagements souscrits par Adrexo entre le 1er octobre 2019 et le 31 mars 2020.

Engagement de poursuite de loyers d'un contrat de location signé entre les sociétés Adrexo et Corhofi le 9 janvier 2018.

L'objet du contrat de location est le refinancement de machines Ferag et Sitma pour un montant restant de 3 584 196 €HT soit 9 loyers trimestriels de 398 244 €HT.

Engagement de poursuite de loyers d'un contrat de location signé entre les sociétés Adrexo et Corhofi le 1 avril 2018. L'objet du contrat de location est le refinancement de 5 500 bacs Palox pour un montant restant de 191 500 €HT soit 5 loyers trimestriels de 38 300 €HT.

La société comptabilise le montant de ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite depuis 1995.

Le Groupe a fait effectuer une évaluation actuarielle de ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, en cas de départs volontaires, en date du 31 décembre 2019.

Les droits acquis par les salariés sont issus de l'application de la convention collective applicable (Publicité) et les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

- un taux annuel d'actualisation financière de 0,7 %,
- un taux d'augmentation des salaires 1 %,
- un taux de mortalité correspondant aux tables de survie INSEE 13-15, distinguant hommes et femmes,
- un âge de départ à la retraite de 65 ans,
- les charges sociales patronales sont prises en compte dans le montant de l'engagement,
- un taux de turnover identique à celui retenu l'année précédente et décroissant en fonction de l'âge,
- les écarts actuariels ont été comptabilisés en exploitation pour ceux liés aux écarts d'expérience et en financier pour ceux liés à la diminution du taux d'actualisation et à l'actualisation du coût des services rendus,
- le tableau des prévisions fait apparaître la variation de l'engagement sur l'exercice.

La société Adrexo est entrée dans le périmètre d'intégration fiscale de Hopps Group au 1^{er} janvier 2018, elle a comptabilisé dans ses comptes un produit d'intégration fiscal de 8 124 euros.

Evènements Post Clôture

Financement post clôture

Conformément à ce qui avait été annoncé en 2019, Hopps Group a réussi une levée de fonds de 31,5 M€ en Février 2020. Sans tenir compte des effets de la crise Covid-19, cette levée de fonds a permis d'assurer la continuité d'exploitation des filiales du groupe pour le premier trimestre 2020.

Le montant de 31,5 M€ a été obtenu :

- Auprès d'un pool bancaire (CEPAC, Themis, CAAP) pour 18 M€,
- De l'actionnaire minoritaire GDP Vendôme pour 6 M€,
- De l'état par l'intermédiaire d'un moratoire sur des dettes fiscales et sociales pour 6 M€,
- Et de collectivités locales : 1 M€ auprès de la région PACA et 0,5 M€ auprès de la Métropole Aix-Marseille.

Engagements financiers (contrat de prêt du 28 février 2020)

La société HOPPS Group s'engage à faire en sorte que :

- COLIS PRIVE et ADREXO maintiennent chacune individuellement un EBITDA trimestriel en lien avec les prévisions,
- à maintenir la trésorerie mensuelle fin de mois à un niveau défini dans le contrat de prêt avec les emprunteurs,
- à ne pas contracter tout nouvel endettement financier à court terme ou long terme,
- à ne pas contracter sans accord d'engagement hors bilan,
- à ne pas procéder, sans accord, d'investissements corporels ou incorporels,
- à ne pas procéder à des opérations de croissance externe sans autorisation.

Un contrat de fiducie est signé en date du 28 février 2020, la constitution de cette dernière va permettre de garantir le paiement des obligations liées au contrat de prêt. Cette fiducie est constituée par le transfert des actifs fiduciaires (Actions détenues par Adrexo dans la société Colis Privé et créances intragroupe de prestations fournies par Adrexo à Colis Privé pour un montant de 5,7 millions d'euros).

Information financière Covid

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de la continuité des activités. Les activités ont commencé à être affectées par le COVID-19 au premier trimestre 2020 et continuent de l'être au second trimestre 2020. Le société s'attend à un impact négatif sur ses états financiers

en 2020. A la fin Juillet 2020, le Chiffre d'affaires de la société Adrexo s'élève à 107 millions d'€ pour un budget à 170 millions d'€ et un réalisé 2019 à 156 millions d'€.

L'Ebitda est négatif à -25,4 millions d'€ à fin Juillet 2020 contre -11,4 millions d'€ au budget et -22,5 millions d'€ à fin juillet 2019.

Le Chiffre d'affaire annuel 2020 de la société Adrexo est projeté à 222 millions d'€, inférieur de 91 millions d'€ par rapport au budget, et l'Ebitda à -28,2 millions d'€, en retrait de 18 millions d'€ par rapport au budget 2020.

Suite aux conséquences négatives du COVID-19, la Commission Départementale des Chefs des Services Financiers a accordé le 4 Aout 2020 un plan provisoire d'un montant de 13 197 760 euros des dettes fiscales et sociales dues par la société ADREXO, échelonné sur 3 mois et fera l'objet d'un nouvel examen à la fin du plan.

Mesures mises en place - Covid

Dès le 17 mars 2020, la grande majorité de nos clients a pris la décision d'annuler, leur campagne de communication par imprimés publicitaires. Par conséquent, nous avons été contraints de suspendre les activités de distribution d'IP et Courrier à compter de cette date et de recourir au dispositif exceptionnel d'activité partielle prévu par l'ordonnance du 27 Mars 2020.

En revanche les activités de distribution de Colis se sont poursuivies durant toute la période de confinement puisque cette activité n'a pas été concernée par des baisses d'activité ni par une interdiction d'exercer.

La suspension de notre activité a été effective à compter du 17 mars 2020 à 12h et a concerné l'ensemble des salariés à l'exception des collaborateurs dédiés à l'activité colis.

La Direction d'ADREXO, après avis auprès des services de la Direccte, a décidé de faire une demande d'activité partielle d'une durée de 6 mois, soit jusqu'au 18 septembre 2020.

Ont été concernés par l'activité partielle à 100% le personnel de distribution : distributeur et technicien de distribution, le personnel permanent technique : adjoint technique, adjoint RCD, RCD, adjoint ROC, ROC et DR/DRA, le personnel commercial : assistante commerciale, RCGC, les marchés nationaux et le personnel du siège à Aix en Provence et de Levallois Perret soit 18 038 salariés.

A la demande express des membres du Codir, seul certains salariés qui ont dû poursuivre en partie leurs activités afin d'assurer la bonne continuité des activités ont été amenés à travailler à 20% de leur durée hebdomadaire contractuelle.

Pour cela chaque membre du Codir a dû communiquer la liste chaque semaine des personnes concernées et le motif, afin que les équipes RH puissent procéder à la mise à jour du taux

d'activité partielle qui a été ensuite déclaré à l'administration afin de percevoir le remboursement par l'état de l'indemnité d'activité partielle versé aux salariés.

L'activité de distribution colis n'a pas été impactée par la mesure de chômage partiel. Par conséquent, les chauffeurs livreurs de colis, les coordinateurs colis, les responsables de l'activité colis ont poursuivi leurs activités conformément à leurs contrats de travail. Ont été mises en place des mesures strictes de précaution, de sécurité et de distanciation sociale, établies notamment par le gouvernement pour l'activité de livraison.

L'ensemble des collaborateurs en chômage partiel a eu droit au versement d'une indemnité horaire d'activité partielle.

Conformément aux dispositions légales, les salariés placés en activité partielle ont perçu une indemnité égale à 70% de leur rémunération antérieure brute par heure chômée (soit un taux de remplacement correspondant à environ 84% de sa rémunération nette horaire).

L'indemnité d'activité partielle a été calculée sur la base de la durée hebdomadaire contractuelle de travail (hors variable).

Pour la période du 18 Mars au 31 Mars 2020, la Direction d'ADREXO a décidé de verser un complément de salaire, afin que les salariés ne subissent pas de baisse de leur rémunération nette avant impôt contractuelle (hors variable) sur la période chômée.

En revanche à compter du 1er Avril 2020, les salariés de l'entreprise ont perçu le versement de l'indemnité d'activité partielle calculée conformément aux dispositions légales en vigueur, correspondant aux nombres total d'heures chômées.

Les indemnités d'activité partielle ont été versées au salarié à la date normale de paie par l'employeur.

La reprise de l'activité IP et courrier s'est faite progressivement en fonction de la réouverture de commerces et des commandes validées par les clients.

Pour tous les salariés une reprise progressive d'activité a été mise en place en fonction des besoins de l'activité. Le suivi de l'activité a été établi par les managers chaque semaine. Ainsi les salariés ont pu être amenés à travailler 20%, 40%, 60%, 80% ou 100% de leur activité.

Chaque mois les managers ont dû transmettre au service RH l'information de ce taux horaire d'activité, permettant ainsi d'établir le nombre d'heures chômées qui devaient être indemnisés aux salariés.

Les salariés ont été informés chaque semaine de l'activité qu'ils devaient réaliser afin de leur permettre d'avoir connaissance de leur rythme de travail et de concilier leurs obligations professionnelles avec les nécessités de leur vie familiales et personnelles.

ADREXO
SAS au capital de 41 318 176 euros
1330 avenue Guilibert de la Lauzière,
Europarc de Pichaury, Bâtiment D5,
Zone Industrielle les Milles, CS 20 591,
13595 Aix-en-Provence cedex 3
RCS Aix-en-Provence 315 549 352

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 28 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le lundi 28 septembre, à 14 heures,

au siège social de la société,

l'associé unique de la société, Distri'Hopps, Société par actions simplifiée, au capital de 5 871 327 euros, dont le siège est situé ZI des Milles, Europarc de Pichaury Bât. D5, 1330, avenue Guilibert de la Lauzière, CS 70 605, 13595 Aix-en-Provence cedex 3, et dont le numéro unique d'identification est 833 640 766 RCS d'Aix-en-Provence, est présent en vue de la tenue de la présente séance tenant lieu d'assemblée générale d'associés.

...

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du président ;
- Lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
- Lecture des communications des commissaires aux comptes faite en application de l'article L 823-12 du Code de commerce ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (*première décision*) ;
- Affectation du résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (*deuxième décision*) ;
- Pouvoirs pour formalités (*troisième décision*) ;

...

Après discussions, et plus personne ne demandant la parole, l'associé unique,

a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Lecture faite du rapport du président et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et

connaissance prise des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019,

1
MR
AP

l'associé unique,

- (i) approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir une perte de (41 611 636) euros ; et
- (ii) approuve les dépenses effectuées au cours de l'exercice écoulé ayant trait aux opérations visées à l'article 39-4 du Code général des impôts pour un montant global de 103 953 euros,
- (iii) donne quitus entier et sans réserve à Monsieur Hervé Estampes de l'exécution de son mandat de président au titre de la période du 1^{er} janvier au 31 janvier 2019 ;
- (iii) donne quitus entier et sans réserve à la société HOPPS GROUP représentée par son président la société Atheva, elle-même représentée par son président Monsieur Frédéric Pons de l'exécution de son mandat de président au titre de la période du 1^{er} février au 31 décembre 2019.

DEUXIEME DECISION

Lecture faite du rapport du président et après avoir constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019 font apparaître une perte de (41 611 636) euros,

l'associé unique,

- (i) décide d'affecter le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2019, se soldant par une perte de (41 611 636) euros, en totalité au compte « *report à nouveau* », dont le solde débiteur est ainsi porté de (39 674 169) euros à (81 285 805) euros ; et
- (ii) constate, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

TROISIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

....

CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15h30.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par l'associé unique, le président de séance et le secrétaire de séance.

2 MR
EP

Associé Unique
Distri'Hopps SAS

Représentée par son président, la
société Hopps Group, représentée par
son directeur général, la société Satine,
elle-même représentée par
Monsieur Eric Paumier

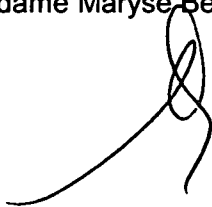
A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line.

Président de séance
Hopps Group SAS,

Représentée par son directeur général
la société Satine, elle-même représentée
par son président,
Monsieur Eric Paumier

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line.

Secrétaire de séance
Madame Maryse Beal

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line.